

1/ BURUNDI : Le Président NDAYISHIMIYE rencontre MAGUFULI de TANZANIE | GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI DE 1972 : 10 fosses communes à VUGIZO, MAKAMBA - 51 corps de victimes trouvés – Hôpital RUMONGE

2/ ETHIOPIE : The Realpolitik of Hydro - Diplomacy in Negotiations On GERD (Grand Ethiopian Renaissance Dam) / **EGYPT** : Egyptian President Abdel Fattah al-Sisi called for completing the construction of the Julius Nyerere dam in Tanzania, while the Grand Ethiopian Renaissance Dam negotiations faltered

3/ SOUTH AFRICA : South Africa says 12 million ‘probably’ had coronavirus

4/ GUINEA BISSAU : The head of Guinea-Bissau’s migration agency has been arrested for suspected involvement in cocaine trafficking

5/ LIBYE : Le chef du Gouvernement d’union nationale (GNA) libyen, Fayez al-Sarraj, a annoncé vouloir céder sa place à un nouvel exécutif issu des pourparlers interlibyens.

6/ COTE D'IVOIRE : Ouattara transforme la Côte d'Ivoire en République bananière ! | Présidentielle en Côte d'Ivoire : la candidature de Ouattara acceptée, celles de Soro et Gbagbo rejetées

7/ MALI : Le comité national pour le salut du peuple annonce la mise en place d’un collège de la transition

8/ NIGERIA : 11 villageois tués dans le nord-est par des jihadistes

9/ GHANA : La pire récession depuis 37 ans

10/ CENTRAFRIQUE : Incertitudes sur la tenue de la présidentielle fin décembre en Centrafrique

11/ MALAWI: le nouveau président dit vouloir ouvrir une représentation diplomatique à Jérusalem

12/ BURKINA FASO : Des "Gilets verts" se dressent contre les spéculations foncières

13/ TCHAD : La CTDDH exige la démission de Djimet Arabi, ministre de la justice

14/ CAMEROUN : L'opposant Kamto appelle à des manifestations mardi

15/ RDC CONGO : L'ancien président Joseph Kabila fait son entrée au sénat congolais

HAÏTI :

Haïti - FLASH : La Justice autorise Trump à mettre fin au TPS, 58,000 haïtiens risquent l'expulsion

<https://www.haitilibre.com/article-31801-haiti-flash-la-justice-autorise-trump-a-mettre-fin-au-tps-58-000-haitiens-risquent-l-expulsion.html> 15/09/2020

Lundi, la décision (2-1) de la Cour d'appel du 9e circuit des États-Unis, basée à Pasadena en Californie a décidé que le Président Donald Trump pouvait mettre fin au Programme de Statut de Protection Temporaire (TPS) pour 4 pays, annulant l'injonction préliminaire émise par le juge de district américain Edward Chen en 2018 qui empêchait l'administration américaine de mettre fin au TPS. « Le tribunal de district a abusé de son pouvoir discrétionnaire en prononçant l'injonction préliminaire » ont estimé les trois juges de la Cour d'appel.

Cette décision devrait également toucher plus de 200 000 enfants nés aux États-Unis, selon des documents de la cour.

Cette décision de la Cour d'appel laisse planer une menace d'expulsion sur quelque 300,000 Salvadoriens, 58,000 haïtiens, 5,000 nicaraguayens et 1,000 Soudanais (s'il ne parviennent pas à se régulariser), qui étaient protégés par le TPS par lequel les États-Unis accordent des permis extraordinaires aux citoyens de pays touchés par des conflits armés ou des catastrophes naturelles. Malgré cette décision, Trump ne pourra pas mettre fin au TPS pour le Nicaragua, le Soudan et Haïti avant le 5 mars 2021 et novembre 2021 pour El Salvador affirme Me Ahilan Arulanantham l'un des principaux avocats de l'Union américaine pour les libertés civiles (ACLU).

Toutefois, les personnes protégées par le TPS et les organisations de défenses des droits des immigrés devraient contester cette décision, qui pourrait éventuellement faire l'objet d'un appel devant la Cour suprême des États-Unis.

Rappelons que le Nicaragua a été inclus dans le programme TPS en 1999, El Salvador en 2001, le Soudan en 1997 et Haïti en 2010.

GUADELOUPE :

Covid-19. La Guadeloupe déclenche le plan Orsan face à l'afflux de patients

<https://www.ouest-france.fr/region-guadeloupe/departement-de-guadeloupe/covid-19-la-guadeloupe-declenche-le-plan-orsan-face-a-l-afflux-de-patients-6974275> 15/09/2020

Le département d'Outre-mer, confronté à une hausse des cas de coronavirus, a pris des mesures pour réguler les flux de patients dans ses hôpitaux et cliniques.

L'Agence régionale de santé de Guadeloupe a indiqué, ce mardi 15 septembre, qu'elle avait déclenché depuis samedi 12 septembre le plan Orsan, face à l'afflux de patients lié au coronavirus, critiquant un mouvement de grève dans une clinique « indispensable » à la gestion de la crise.

Le plan « Orsan afflux de patients Covid-19 » vise à « réguler les flux de patients sur notre territoire, Covid mais aussi non Covid », a expliqué l'ARS dans un communiqué. La Guadeloupe en zone rouge

La Guadeloupe, classée en rouge, a comptabilisé la semaine dernière plus de 800 cas positifs (pour 3 080 cas cumulés depuis le début de la pandémie). Vingt personnes se trouvaient samedi en service de réanimation à l'hôpital. Et 24 personnes sont décédées du Covid-19 depuis le début de la pandémie.

« Dans ce contexte exceptionnel », l'ARS critique « le mouvement social déclenché à la Clinique des Eaux Claires », à Baie-Mahault, qui met en danger « l'organisation des soins retenus ». Le personnel de la clinique a lancé un mouvement de grève pour dénoncer le manque de dialogue

social dans l'établissement.

Pour l'ARS, « cet établissement est un élément indispensable de soutien au CHU et à l'ensemble du territoire pour la gestion de cette épidémie ». Elle « appelle à la responsabilité des acteurs pour que ce conflit soit suspendu pendant la période difficile que nous vivons ».

Le préfet de Guadeloupe a annoncé de nouvelles restrictions

L'agence régionale de santé rappelle que « le plan de montée en puissance de notre système de santé, notamment par la mise en place des plans blancs pour les établissements de première ligne », avait dû être réactivé ces dernières semaines, « face à la seconde vague déclenchée après l'apparition de clusters issus de manifestations festives ».

Mais « malgré toutes les mesures prises et une petite décélération sur notre territoire, le nombre de nouveaux cas reste élevé et l'apparition en décalé des cas graves issus des chaînes de contamination qui se sont constituées ont fait atteindre le niveau 5 du plan sur une échelle de 6 », écrit-elle.

Le préfet a annoncé samedi plusieurs mesures de restrictions, comme la fermeture, « à compter de 22 h en semaine (du dimanche soir au mercredi soir) et à compter de minuit du jeudi soir au samedi soir inclus » des établissements recevant du public, comme les bars et les restaurants, ainsi que la fermeture des gymnases, piscines, palais des sports, hippodromes, et des salles d'expositions permanentes, de foires, polyvalentes ou des fêtes.

MARTINIQUE :

Coronavirus : 168 nouveaux cas en Martinique en une semaine

<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/coronavirus-le-virus-continue-de-circuler-en-martinique-avec-168-nouveaux-cas-en-une-semaine-871514.html>

Par Brigitte Brault, 15/09/2020

Selon l'Agence régionale de santé Martinique et Santé publique France, le coronavirus continue de circuler activement avec 168 nouveaux cas enregistrés du 07 au 13 septembre 2020. Les jeunes adultes de 20 à 39 ans sont les plus affectés.

La circulation du Covid-19 est toujours active en Martinique, selon le point hebdomadaire de l'ARS et Santé Publique France qui prend en compte la période du 07 au 13 septembre 2020.

« Le niveau de vulnérabilité face au virus reste élevé, traduisant une circulation virale active et un impact sur la santé de la population martiniquaise, contribuant ainsi à l'adaptation des mesures de gestion », souligne le communiqué. -ARS-Santé publique France

Les jeunes adultes de 20 à 39 ans sont les plus affectés.

Pour la première fois, l'incidence est aussi enregistrée chez les 50 - 69 ans.

1122 personnes testées positives au Coronavirus depuis le début de l'épidémie

- 14 foyers de contamination ont été identifiés : 8 sont clôturés, 4 sont maîtrisés et 2 sont en cours d'investigation. Soit 156 personnes positives à la Covid-19.

- 1122 personnes ont été testées positives au Coronavirus depuis le début de l'épidémie, dont 168 lors de la dernière semaine (7 au 13 septembre).

- 3290 tests ont été réalisés, avec un taux de positivité de 5,11% (en légère diminution depuis la semaine dernière).

- En Martinique, le taux d'incidence (nombre de personnes positives au Covid-19 pour 100 000 habitants sur une semaine) est de 46,83%. Il reste élevé mais en diminution par rapport aux deux semaines précédents. Il est toujours en-deçà du seuil d'alerte, fixé à 50 pour 100 000 habitants.

Prudence sur les rassemblements

Le représentant de l'Etat appelle à la prudence sur les rassemblements.

« Dans le cercle familial et amical, il nous appartient de prendre individuellement et collectivement plus de précautions pour protéger nos proches et d'appliquer partout l'ensemble des gestes barrières. Dans le cadre professionnel, il faut respecter les mesures de protection au travail en portant un masque et en appliquant scrupuleusement les gestes barrières entre collègues. »

- Stanislas Cazelles Préfet de Martinique.

*** AFRIQUE DE L'EST ****

BURUNDI :

BURUNDI / TANZANIE : NDAYISHIMIYE rencontre MAGUFULI

AFRIQUE, GRANDS LACS AFRICAINS, SOCIETE, EAC – TANZANIE (KIGOMA), Samedi 19 septembre 2020 – S.E. NDAYISHIMIYE Evariste (Général Major), Président du BURUNDI, a été reçu par S.E. MAGUFULI John, Président de la TANZANIE.

Il s'agissait d'une visite d'Etat. S.E. NDAYISHIMIYE a été accueilli chaleureusement. Ils se sont échangés des cadeaux. Symbolisant une RENCONTRE FAMILLIALE élevée AU NIVEAU DES CONFRERES DES ELEPHANTS .

Lundi 14 septembre 2020, S.E. MAGUFULI avait déjà reçu S.E. Mzee MUSEVENI, Président de l'OUGANDA, autre pays frère du BURUNDI.

Le BURUNDI et la TANZANIE sont 2 étendus appartenant à la REGION DES GRANDS LACS AFRICAINS, BERCEAU DE L'HUMANITE. Tous deux membres de l'East African Community (EAC). Entités panafricaines, ces gémellités, leurs – IMIRYANGO – sont en alliance depuis le début de l'HUMANITE.

[<https://www.youtube.com/watch?v=gmyDC6LVuM>]

DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Samedi 19 septembre 2020 | Photo : MASHARIKI TV, NTARE RUTSHATSI HOUSE , Burundi Net Media, LIFE AFRICA TV

BURUNDI : Echange cordial avec une délégation de l'ONU en visite

[https://](https://burundi-agnews.org/news/burundi-echange-cordial-avec-une-delegation-de-lonu-en-visite/16/09/2020)

burundi-agnews.org/news/burundi-echange-cordial-avec-une-delegation-de-lonu-en-visite/16/09/2020

GLOBALISATION, DIPLOMATIE – BUJUMBURA, Mardi 15 septembre 2020 – M. SHINGIRO Albert, Ministre Burundais des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement MAECD, a reçu une Mission d'évaluation stratégique des Nations Unies (ONU). Codirigée par Mme BINTOU Keita, sous Secrétaire Générale en charge de l'AFRIQUE, et M. HUANG XIA, Envoyé Spécial du Secrétaire Général de l'ONU pour la Région des Grands Lacs.

Un échange cordial a eu lieu autour des relations entre l'ONU et le BURUNDI : 1/ La coopération entre l'ONU et le BURUNDI ; 2/ Le retour massif des réfugiés burundais, suite à la paix régnante ; et 3/ le retrait du BURUNDI de l'agenda du Conseil de Sécurité de l'ONU. Selon le Ministre SHINGIRO : *Tout cela dans un esprit d'ouverture, de confiance et de respect mutuel entre les deux parties.* Dès son arrivée, cette délégation ONUSIENNE, accompagnée par le Ministre SHINGIRO, a été reçu par S.E. NDAYISHIMIYE Evariste (Général Major), Président du BURUNDI.

GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI DE 1972 : 10 fosses communes à VUGIZO / MAKAMBA - 15 September, 2020

<http://burundi-agnews.org/afrique/genocide-contre-les-hutu-du-burundi-de-1972-10-fosses-communes-a-vugizo-makamba/>

JUSTICE, HISTOIRE, GENOCIDE – MAKAMBA (Commune VUGIZO), Mardi 15 septembre 2020 – M. NDAYICARIYE Pierre-Claver, Président de la Commission Vérité Réconciliation (CVR) du Burundi, est une personnalité Honorable très estimée dans le pays.

Il vient de lancer le début des travaux d'exhumation de restes humains dans cette commune VUGIZO à MAKAMBA.

Ils sont réalisés ainsi :

- sur les collines MATYAZO et RUTEGAMA en zone GISHIHA où 2 fosses communes sont déjà renseignées et confirmées,
- et sur la colline GIKUZI où 8 fosses communes dont 7 fosses communes de 1972 et une de 1997, sont déjà vérifiées et confirmées.

La CVR a remercié les citoyens BARUNDI qui aident à trouver ces fosses communes.

Porteur d'une boule émotive forte provenant de sa poitrine, M. NTEZUKOBAGIRA Justin, rescapés du GENOCIDE REGICIDE DE 1972, soit du GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI, a demandé que la JUSTICE soit faite. De plus, de nombreux biens des familles des victimes ont été spoliés par le REGIME HIMA BURUNDAIS DE MICOMBERO [<http://burundi-agnews.org/hima>] .

Montrant le tribunal de résidence de VUGIZO où les victimes de la colline GIKUZI furent rassemblées pour être massacrer. Les rescapés locaux du GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI ont demandé à la CVR un mémorial en mémoire de ces victimes et la réparation...

Selon les témoignages recueillis sur ce crime contre l'Humanité de 1972, c'est l'administrateur communal de cette époque qui avait planifié et mis en œuvre le plan de GENOCIDE CONTRE LES HUTU de la localité. Il avait soigneusement ciblé tous les HUTU de VUGIZO.

Le samedi 29 avril 1972, le régime HIMA burundais assassina le MWAMI (ROI) NTARE NDIZEYE CHARLES. Puis il déclencha , avec le soutien des USA, du VATICAN, de la FRANCE et de la BELGIQUE : la fameuse phase 2 , planifiée depuis 1959, du GENOCIDE REGICIDE DU BURUNDI. Soit plus de 500.000 morts BAHUTU BARUNDI et 1,5 MILLIONS de réfugiés BARUNDI sur une population de 3 MILLIONS DE BARUNDI à cette époque.

Cette région SUD DU BURUNDI, dont MAKAMBA, était le cœur très riche de l' économie burundaise. Elle sera le point de départ du GENOCIDE CONTRE LES BAHUTU BARUNDI, commis par le REGIME MICOMBERO et ses partenaires NEOCOLONS. L'idée était de mettre fin au système socio-économique de l'ancien ROYAUME MILLENAIRE DU BURUNDI – INGOMA Y'UBURUNDI-.

La corporation des BAHUTU BARUNDI ou corporation des métiers des BARUNDI [<http://burundi-agnews.org/hutu>] est la cheville ouvrière de toute la Politique Économique Burundaise. Elle produit la richesse du pays.

Le Burundi a connu entre 1965-66 à 2005, une des plus sanguinaires dictature militaire qu' a connu l'Afrique au 20ème siècle.

La DICTATURE MILITAIRE DES BAHIMA BURUNDAIS (MICOMBERO, BAGAZA, BUYOYA), instaurée par les USA, le VATICAN, la FRANCE, et la BELGIQUE, a fait plus de 4,5 Millions de victimes Barundi. Soit sur une population de plus de 9 Millions de citoyens Barundi aujourd'hui. Au Burundi, on parle d'un CRIME NEOCOLONIAL : Le GENOCIDE REGICIDE COMMIS PAR LE REGIME DES BAHIMA BURUNDAIS [

<http://burundi-agnews.org/genocide.htm> | <http://burundi-agnews.org/ccburundi.htm> | http://burundi-agnews.org/agnews_refugees.htm].

Depuis 1972 à nos jours, l'ECONOMIE DU BURUNDI peine à se relever à cause de ce CRIME CONTRE L'HUMANITE de type NEOCOLONIAL. Le BURUNDI est classé parmi les pays le plus pauvre du monde. Le BURUNDI réclame à la BELGIQUE COLONIALE quelques 43 Milliards USD pour le préjudice causé.

Le GENOCIDE DE 1972 CONTRE LES BAHUTU est à l'origine jusqu'à nos jours de la fragilité du SYSTEME SOCIO-ECONOMIQUE du BURUNDI.

GENOCIDE CONTRE LES HUTU DU BURUNDI DE 1972 : 51 corps de victimes trouvés – Hôpital RUMONGE - 15 September, 2020

<http://burundi-agnews.org/economie/burundi-genocide-des-hutu-1972-51-corps-de-victimes-trouves-hopital-rumonge/>

JUSTICE, HISTOIRE, GENOCIDE – RUMONGE , Lundi 14 Septembre 2020 – La Commission Vérité Réconciliation (CVR) du Burundi a exhumé 51 corps de victimes BURUNDI du GENOCIDE REGICIDE DE 1972. Depuis jeudi 10 septembre 2020, grâce à la collaboration de citoyens locaux, la CVR s'est intéressée particulièrement à une fosse commune près de l'hôpital RUMONGE.

Voici ce que disait ces citoyens qui collaborent avec la CVR : Cette fosse commune contient plus de 150 victimes. Elles ont été mises dans cette tranchée. Juste à 1 mètre devant la SALLE C1NE de l'hôpital RUMONGE. Les victimes avaient été jetées dans cette fosse commune par des citoyens solidaires avec les militaires. Soit 5 jours après le départ des militaires.

La CVR a trouvé 51 corps sur les 150 annoncés. Elle félicite cette collaboration des citoyens de RUMONGE. Car de nouvelles fosses communes ont été renseignées et les chantiers d'installation de la CVR sont en cours.

Le samedi 29 avril 1972, le régime HIMA burundais [<http://burundi-agnews.org/hima>] assassina le MWAMI (ROI) NTARE NDIZEYE CHARLES. Puis il déclencha , avec le soutien des USA, du VATICAN, de la FRANCE et de la BELGIQUE : la fameuse phase 2 , planifiée depuis 1959, du GENOCIDE REGICIDE DU BURUNDI. Soit plus de 500.000 morts BAHUTU BURUNDI et 1,5 MILLIONS de réfugiés BURUNDI sur une population de 3 MILLIONS DE BURUNDI à cette époque.

Cette région SUD DU BURUNDI, dont RUMONGE, était le cœur très riche de l'économie burundaise. Elle sera le point de départ du GENOCIDE CONTRE LES BAHUTU BURUNDI, commis par le REGIME MICOMBERO et ses partenaires NEOCOLONS. L'idée était de mettre fin au système socio-économique de l'ancien ROYAUME MILLENAIRE DU BURUNDI – INGOMA Y'UBURUNDI-.

La corporation des BAHUTU BARUNDI ou corporation des métiers des BARUNDI [<http://burundi-agnews.org/hutu>] est la cheville ouvrière de toute la Politique Économique Burundaise. Elle produit la richesse du pays.

Le Burundi a connu entre 1965-66 à 2005, une des plus sanguinaires dictature militaire qu' a connu l' Afrique au 20ème siècle.

La DICTATURE MILITAIRE DES BAHIMA BURUNDAIS (MICOMBERO, BAGAZA, BUYOYA), instaurée par les USA, le VATICAN, la FRANCE, et la BELGIQUE, a fait plus de 4,5 Millions de victimes Barundi. Soit sur une population de plus de 9 Millions de citoyens Barundi aujourd'hui. Au Burundi, on parle d'un CRIME NEOCOLONIAL : Le GENOCIDE REGICIDE COMMIS PAR LE REGIME DES BAHIMA BURUNDAIS [<http://burundi-agnews.org/genocide.htm> | <http://burundi-agnews.org/ccburundi.htm> | http://burundi-agnews.org/agnews_refugees.htm].

Depuis 1972 à nos jours, l'ECONOMIE DU BURUNDI peine à se relever à cause de ce CRIME CONTRE L'HUMANITE de type NEOCOLONIAL. Le BURUNDI est classé parmi les pays le plus pauvre du monde. Le BURUNDI réclame à la BELGIQUE COLONIALE quelques 43 Milliards USD pour le préjudice causé.

Le GENOCIDE DE 1972 CONTRE LES BAHUTU est à l'origine jusqu'à nos jours de la fragilité du SYSTEME SOCIO-ECONOMIQUE du BURUNDI.

BURUNDI : Le Chef d'Etat lance la 14ème édition du Flambeau de la Paix

<https://burundi-agnews.org/news/burundi-le-chef-detat-lance-la-14eme-edition-du-flambeau-de-la-paix/> 16/09/2020

PRESIDENCE, SOCIETE – BUJUMBURA, Mardi 15 septembre 2020 – S.E. NDAYISHIMIYE Evariste (Général Major), Président du BURUNDI, a lancé la 14ème édition du Flambeau de la Paix. Cette année 2020, elle a pour thématique : «*Tous ensemble bâtissons un Burundi flamboyant* ».

Le Chef d'Etat était entouré de son épouse S.E. Mme NDAYUBAHA Angeline, Première Dame du BURUNDI, et de la Famille de FEU S.E. NKURUNZIZA Pierre, l'ancien très populaire Président Africain du BURUNDI.

S.E. NDAYISHIMIYE a commencé par rendre un grand hommage au grand artisan de la Paix au Burundi, Feu S.E. NKURUNZIZA. Initiateur du Flambeau de la Paix.

Pendant 10 jours, le Flambeau de la Paix, symbole, va parcourir toutes les 18 provinces du BURUNDI. De plus, les compagnons dudit "Flambeau de la Paix" devront s'associer à la population locale dans divers Travaux de Développement Communautaire .

Le Flambeau de la Paix permet de montrer aux citoyens BARUNDI que la Paix règne dans tout le pays. Et que les BARUNDI sont concentrés sur la Politique Socio-Economique du BURUNDI.

BURUNDI : L' Ecole Fondamentale de GITABA a désormais sa bibliothèque / RUTANA

<https://burundi-agnews.org/afrique/burundi-lecofo-gitaba-a-desormais-sa-bibliotheque-rutana/> 16/09/2020

GLOBALISATION, SOCIO-ECONOMIQUE, SOCIETE CIVILE, EDUCATION – RUTANA (Commune RUTANA), Dimanche 13 septembre 2020 – L'ONG burundaise – Ensemble pour Promouvoir le Développement Socio-Economique Durable (EPDSED) – , vient de créer une BIBLIOTHEQUE à l' ECOFO (Ecole Fondamentale) de GITABA. Avec les soutiens, en premier de l'Ambassade du NIGERIA et de l'ONGe canadienne – Engaged For Children – . Dans le même temps, EPDSED a distribué du matériel scolaire aux enfants vulnérables de cette école en zone GITABA pour la rentrée scolaire 2020-2021.

Le Projet Bibliothèques Multimédia Intégrées (BMI) dans les écoles primaires du Burundi de l'EPDSED s'inscrit dans son Programme d'Appui à la Scolarisation et au Leadership des Enfants Vulnérables (ASLEV).

TANZANIE :

Tanzanie : le propriétaire d'une école arrêté après un incendie meurtrier

<https://www.afrik.com/tanzanie-le-propretaire-d-une-ecole-arrete-apres-un-incendie-meurtrier>

Par Justin Coulibaly 16/09/2020

La police tanzanienne vient d'arrêter le propriétaire d'une école où 10 élèves sont morts, lundi, dans l'incendie d'un dortoir. Sept autres élèves ont également été blessés et ont été hospitalisés dans la région nord-ouest de Kagera.

D'après l'inspecteur général de la police, Simon Sirro, des enquêtes étaient en cours pour déterminer la cause de l'incendie à l'école primaire anglaise de Byamungu. L'officier de la police tanzanienne a déclaré que les résultats préliminaires indiquaient que le dortoir n'avait pas été construit selon les normes appropriées. Il fait savoir que le câblage électrique du dortoir était défectueux et que tout le bâtiment s'est effondré, lorsque le toit s'est cassé. Une indication que les matériaux de construction utilisés étaient de qualité inférieure.

Commissaire régional, Marco Kaguti, a déclaré aux médias que le dortoir hébergeait des garçons âgés de 6 à 10 ans. Il a également noté que la source de l'incendie était dans l'un des dortoirs de l'école où 74 enfants résidaient. Les autorités locales ont été invitées à enquêter sur les inspecteurs de l'éducation qui ont autorisé l'école à loger les élèves dans le dortoir.

Les tragédies liées aux incendies dans les écoles sont fréquentes dans la région et des appels sont lancés pour une sécurité accrue dans les établissements. Au mois de juillet dernier, trois étudiants ont été tués dans la ville principale, Dar es Salaam, après qu'un dortoir de l'école secondaire islamique d'Ilala a pris feu.

À rappeler que toutes les écoles de Tanzanie ont rouvert leurs portes, le 29 juin dernier, après trois mois de fermeture, en raison de la pandémie de Coronavirus. Quant aux universités du pays, elle ont repris leurs activités éducatives avec des règles d'hygiène mises en place par le ministère de la Santé, depuis le 1er juin.

Il faut toutefois remarquer, la Tanzanie est l'un des pays les plus épargnés par le Covid-19, avec seulement 509 cas, 183 guérisons et 21 décès.

RWANDA :

Rwanda: les avocats de Paul Rusesabagina demandent sa libération

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200908-rwanda-paul-rusesabagina-avocats-demande-liberation> 08/09/2020

L'équipe de défense de Paul Rusesabagina proteste. 5 avocats, 4 internationaux et un Rwandais devraient défendre l'ancien dirigeant de l'hôtel des mille collines, dont l'histoire a inspiré le film « Hotel Rwanda », qui relate comment il a sauvé plus d'un millier de Hutus et de Tutsis dans son établissement lors du génocide de 1994.

Les avocats de Paul Rusesabagina dénoncent l'absence d'accès à leur client depuis l'annonce de son arrestation, mais aussi la désignation d'un avocat rwandais qui « serait juste là pour travailler dans l'intérêt du gouvernement ». Ils exigent la libération de leur client, notamment en raison de la procédure engagée pour le ramener à Kigali.

Cela fait plus d'une semaine que sa détention a été rendue public. Opposant, il est accusé de terrorisme, d'assassinat et de kidnapping entre autres. Si le président Kagame a assuré dimanche que la procédure était régulière, sa famille assure qu'il a été kidnappé et dit craindre pour sa sécurité.

Le jeudi 27 août 2020, Paul Rusesabagina atterrit à 19h10 à Dubai. Il appelle sa famille, mais ne les informe pas d'un nouveau déplacement. La même nuit, aux environs d'1h du matin, soit six heures après, un jet Bombardier Challenger 605 de la compagnie GainJet (une compagnie d'aviation de luxe basée à Athènes qui a un bureau au Rwanda) décolle de l'aéroport international Al Maktoum et atterrit vendredi au petit matin à Kigali. Cela corrobore les déclarations des Emirats arabes unis. Un officiel avait assuré à CNN que son pays n'avait joué aucun rôle dans cette arrestation et que l'ancien hôtelier avait passé à peine plus de 5h à Dubai.

La police rwandaise n'annonce détenir Paul Rusesabagina que le lundi suivant et dit avoir bénéficié d'une coopération internationale. Elle évoque même un mandat d'arrêt international, sans pour autant donner de détails sur les circonstances de l'arrestation.

Le président rwandais reste tout aussi vague, il assure toutefois qu'il ne s'agissait pas d'un kidnapping. « Il est venu ici sur la base de ce qu'il croyait, de ce qu'il voulait faire », a commenté Paul Kagame, assurant que Paul Rusesabagina le reconnaîtrait lui-même.

Pour la famille de l'opposant, il est impossible que l'ancien hôtelier ait accepté de se rendre à Kigali de son plein gré, alors qu'il se disait menacé depuis des années par le régime.

Au sein de l'opposition, on évoque les deux hypothèses, celle d'un kidnapping, en rappelant que Paul Rusesabagina n'est pas le premier rwandais à disparaître d'un pays et à réapparaître devant une cour de justice au Rwanda.

Mais aussi, à la lumière des propos de Paul Kagame, on envisage celle d'un piège « On a dû lui faire croire qu'il y avait une opportunité. Tout le monde parlait de la mort de Kagame et de possibles discussions ouvertes en vue de sa succession », estime un opposant.

RDC CONGO :

L'ancien président Joseph Kabila fait son entrée au sénat congolais

<https://www.voafrique.com/a/l-ancien-pr%C3%A9sident-joseph-kabila-fait-son-entr%C3%A9e-au-s%C3%A9nat-congolais/5584025.html> 15/09/2020

Joseph Kabila est entré dans l'histoire mardi en devenant le premier ancien chef de l'État de la République démocratique du Congo à siéger au sénat après avoir quitté la présidence.

Le désormais sénateur Kabila, 49 ans, avait quitté le pouvoir le 24 janvier 2019, après près de 18 ans à la tête du plus grand pays d'Afrique sub-saharienne. La constitution congolaise accorde aux anciens présidents le statut de sénateur à vie.

Son retour sur la scène publique intervient à l'occasion de la rentrée parlementaire.

Autorité morale de la plate-forme politique Front commun pour le Congo (FCC), largement majoritaire au Parlement et parmi les 65 membres du gouvernement, l'ancien président Kabila est resté en coulisse une figure centrale et influente de la vie politique congolaise.

Le FCC gouverne en coalition avec le président Félix Tshisekedi, qui a remporté la présidentielle de décembre 2018, à laquelle M. Kabila ne s'était pas présenté.

UGANDA :

Uganda launches virtual Safari to kick-start tourism sector

<https://africa.cgtn.com/2020/09/16/uganda-launches-virtual-safari-to-kick-start-tourism-sector/>
By XINHUA, 2020/09/16

Uganda is ready to reopen its pandemic-bruised tourism sector with a live-streamed, virtual safari starting Tuesday.

The virtual tour, featuring six videographers and photographers traversing across the country, has been promoted by the Ugandan government to incentivize tourists, when many parts of the world have barely emerged from travel restrictions.

"This project is going to be showcasing Uganda's beauty. We are very excited about this because we need to get Ugandans to appreciate what we have as a country," said Paul Ninsiima, sales manager at Uganda Wildlife Authority (UWA), a state owned conservation agency co-organizing the project.

The virtual tours prelude the planned reopening of Uganda's sole international airport to commercial flights on Oct. 1, compared with its many neighbors who have already opened up their airspace.

Figures show the East African country could lose up to 1.6 billion U.S. dollars in tourism revenues because of the lockdown measures that started in late March and are now easing as the economy reopens.

The UWA in June started offering complimentary prices to domestic tourists. At reduced prices, Ugandans and foreign residents are free to enter any park in the country provided they follow the set Standard Operating Procedures aimed at reducing the spread of COVID-19.

KENYA :

Kenya : le déficit budgétaire 2020/2021 risque de dépasser les 7,5% (gouvernement)

<https://www.agenceecofin.com/economie/1509-80221-kenya-le-deficit-budgetaire-2020/2021-risque-de-depasser-les-7-5-gouvernement>

Par Moutiou Adjibi Nourou, 15/09/2020

(Agence Ecofin) - Au Kenya, le déficit budgétaire 2020/2021 pourrait dépasser les prévisions de 7,5% annoncées en juin par le gouvernement. Cette nouvelle estimation est notamment due aux

mauvaises performances attendues en termes de recouvrement des recettes pour l'exercice financier en cours. Le déficit budgétaire de l'Etat kényan pour l'année 2020/2021 pourrait dépasser le chiffre de 7,5% du PIB prévu par le gouvernement en juin. C'est ce que rapporte l'agence de presse Reuters, citant Ukur Yatani (photo), ministre des Finances du pays. Selon le responsable cette prévision pessimiste est due à des recettes qui s'annoncent en baisse par rapport aux objectifs fixés au début de l'année fiscale qui a débuté en juillet. Au cours des deux premiers mois de l'exercice financier 2020/2021, les recettes collectées par l'Etat ont été inférieures de 40 milliards de shillings (368 millions \$) aux prévisions initiales. Si aucun chiffre n'a été communiqué par rapport au nouveau déficit budgétaire prévu, le ministre Yatani indique que plusieurs mesures sont déjà envisagées pour y faire face. « Il se pourrait que le gouvernement se contente de réduire certaines dépenses, en particulier celles concernant les projets qui avancent lentement [...] Nous devrions donc obtenir des dividendes substantiels [...] Dans les deux ou trois prochaines semaines, nous aurons des feuilles de route fermes », a-t-il indiqué. De plus, une Loi de Finances rectificative devrait être présentée au Parlement, d'ici le mois de janvier. Cette annonce intervient dans un contexte particulier pour l'économie des pays africains affectés par la pandémie de covid-19. Alors que les prévisions du FMI annonçaient une récession pour le pays cette année, la reprise du secteur horticole, un des secteurs clés de l'économie kényane, a poussé les autorités à revoir à la hausse leurs estimations de croissance 2020. Notons que le pays espère bénéficier d'un soutien budgétaire de la Banque mondiale pour l'exercice financier 2021/2022.

SOUTH SUDAN :

Fresh momentum needed to kickstart slow-down in peace process in South Sudan

<https://reliefweb.int/report/south-sudan/fresh-momentum-needed-kickstart-slow-down-peace-process-south-sudan> By Francesca Mold 2020/09/16

Fresh momentum must be injected into South Sudan's peace process to stop citizens from becoming disillusioned by delays and to hold elections on time, the UN's top envoy to South Sudan told the Security Council on Wednesday.

During the [briefing](#) to the Security Council, David Shearer, who is the Secretary-General's Special Representative for South Sudan, said that COVID-19 had slowed implementation of the peace agreement but is not entirely to blame for delays.

"We are seeing a reversion to a 'business as usual' approach where progress on the peace agreement itself is put on hold," said Shearer, who is also the Head of the UN Mission in South Sudan.

"The continuing delays risk pushing elections out well beyond the timeline prescribed in the agreement," said the UN envoy. "That will add to growing disillusionment among communities about whether the political will exists to give South Sudanese citizens the opportunity to choose their own leaders."

Shearer urged the international community to use its influence to inject fresh momentum into the process to maintain confidence among signatories to the agreement.

On the positive side, he went on to say, the transitional government is operating with activities in ministries well underway and with the appointment of state governors dampening tensions in the regions.

But he said there has been little movement on security sector reform, with the Transitional National Legislative Assembly yet to be reconstituted and constitutional work deferred.

Shearer highlighted the humanitarian plight of communities across the country, with the combination of COVID-19, devastating floods, economic crisis, and subnational violence worsening an already dire situation.

From January to July, UNMISS documented 575 incidents of intercommunal conflict involving 3854 victims – an increase of more than 300 per cent compared to the same period last year.

Shearer described how the sharp upturn in subnational conflict stems from splintering between and within groups. "The difference this year is that external political actors are also fuelling these local

conflicts with heavier weaponry and advanced military tactics,” he said.

The envoy raised concern about local security forces blocking UN peacekeepers from reaching civilians in need as a result of what he called a “serious deterioration” in coordination mechanisms used for UNMISS movements.

“COVID-19 can be partly blamed, but the influence of hardliners in the security forces is the principal obstacle,” he said. “We continue to work cooperatively with the SSPDF, but we are impressing on the government that the current restrictions on our ability to carry out our mandate are unacceptable. To avoid future confrontation, it is critical this issue is resolved quickly.”

One year after providing a comprehensive report to the Security Council on the future of UN Protection of Civilians sites, the SRSG provided an update on the transition of the sites to conventional Internally Displaced Persons camps.

Shearer described how the UN had courageously opened its gates to people fleeing violence in 2013. But seven years on, he said, there is no longer an external threat to POC sites, and noted that people are staying mostly to access humanitarian services.

In response, he said, troops and police are gradually being withdrawn from static duties at POC sites and redeployed to hotspots where people’s lives are in immediate danger.

Following the gradual withdrawal of peacekeepers, the POC sites will be re-designated and sovereign control of them will lie with the South Sudanese government, not the UN.

“Let me be clear,” the UN envoy stressed. “Nobody will be pushed out or asked to leave when this transition occurs. Humanitarian services will continue. Our belief is that it’s no longer necessary for those 168,000 living in a PoC to have any special status compared to 1.6 million other displaced people living in other camps across the country.

SUDAN :

Sudan says arrests 41 for possessing large amount of explosives

<https://africa.cgtn.com/2020/09/16/sudan-says-arrests-41-for-possessing-large-amount-of-explosives/>

By AFP 2020/09/16

Sudanese authorities on Wednesday said they arrested 41 people for possessing a large amount of explosive materials, including the same compound that caused a catastrophic explosion in Lebanon last month.

“Forty-one people were arrested in possession of explosives, enough to destroy (the capital) Khartoum,” said public prosecutor Tagelsir al-Hebr in a press conference, adding that his office had opened an investigation.

Intelligence gathered since August on “the movements of terrorist groups” led to the arrests, according to Jamal Jumaa, spokesman for the paramilitary Rapid Support Forces.

“We fear now that some Sudanese people will resort to carrying out sabotage and bombings,” he said.

“This is a threat to Sudanese national security.”

Jumaa said the materials seized included the same explosive compound that caused the massive blast in the Lebanese capital on August 4.

The explosion of tonnes of ammonium nitrate at Beirut’s port killed at least 190 people and devastated large swathes of the city.

Sudan is currently led by a transitional government, which took power months after the April 2019 ouster of longtime president Omar al-Bashir.

The government has vowed to rebuild the economy, beleaguered by decades of US sanctions and internal conflict under Bashir’s rule.

But the country has continued to suffer severe economic hardship, which played a key role in triggering the unprecedented anti-Bashir protests in December 2018.

ETHIOPIA :

Ethiopia: The Realpolitik of Hydro - Diplomacy in Negotiations On GERD

<https://allafrica.com/stories/202009160798.html>

By Solomon Dibaba, 2020/09/16

Viewed from any perspective, Ethiopia has never politicized the negotiations on GERD but was staunchly striving towards the equitable use of the Abay River among the three riparian countries as provided in the international laws on equitable use of Trans Boundary Rivers well known to the Egyptian and Sudanese negotiators and their governments.

However, Egypt is repeatedly using a double pronged Machiavellian diplomacy on GERD as a tool for hand twisting Ethiopia to sign a treaty that would irrationally put the country in a political, diplomatic and legal tight corner while indirectly undermining the sovereignty of the nation as a panacea for her vested interest. The gunboat diplomacy that Egypt is pursuing in the North and Horn of Africa by seeking military bases and its preparedness to interfere militarily in Libya is an indicator which shows long standing Egyptian desire for irredentism and political hegemony in the Horn.

Therefore, Egypt has continued to lobby at the power corridors of the western countries and global organizations not so much because they are concerned about the challenges they see in equitable use of the waters of Abay but to pave the way for their political dominance on the river basin and of course on Greater Horn of Africa, a gateway to 40% global petroleum trade. This interest is also partially shared by some of those countries who keep sophisticated military bases in Djibouti which is already resulting in the repositioning of power rivalry that has been shaping up both in Persian Gulf and the Middle East. The Horn is gradually becoming a military rotunda of rival global forces. The Egyptian media has continued in its attempts on misinformation campaign in three separate but interconnected areas. First, over the last several decades, they have been manipulating the social psychology of the Egyptian brotherly population by sowing hatred and by feeding the wrong information and rumor that Ethiopia is out to dry up Egypt and disrupt the livelihood of ordinary Egyptians by building a dam on the Abay. The second is their campaign in the Arab countries in which they are again misinforming these countries so that they can add pressure on Ethiopia to stop building a dam on its own territory. Third, they are attempting to falsely depict that water wasting Egypt who has got a dam and a lake as well as huge amount of underground water that could last them for five centuries is being threatened by a neighboring country which is supplying it with 86 percent of Abay waters while 60 percent of its population is not getting electric power.

For generations, Egyptian education system continued to provide the highest priority in informing and educating young Egyptians that Abay has nothing to do with Ethiopia and that GERD is being built to deprive them of drinking water. They have already been working with the Arab League for years to portray a totally different picture of Ethiopia and Ethiopians in their quest to diplomatically contain and isolate the country.

On the other hand, the recent bigoted decision made by the State Department to possibly deny Ethiopia of the fund the US has allocated for the country is a carrot and stick diplomatic move that clearly indicated the scope of the US national interest in the region as represented by the current administration.

When it comes to the issue of GERD, current Sudanese Transition Government seems to be in a state of limbo swinging between alliance with Egypt and seeking strategic and comprehensive alliance and economic integration with Ethiopia. The Ethiopian government needs to expand its relations with Sudan not only from the perspectives of the equitable use of the Abay but also in terms of public diplomacy, tourism, cultural relations, scientific and educational cooperation.

Notwithstanding the current political imbroglio on GERD, Ethiopia has entered its New Year with unprecedented public support for GERD with no less tenacity and valor that was exhibited at the Battle of Adwa. The more the peoples and government of Ethiopia are put under pressure by external forces, the greater and deeper is the unity among the peoples of the country not only to

finish the entire construction and filling of GERD but also to build other dams and irrigation schemes on the numerous tributaries of Abay.

Egypt finds it hard to accept strong, prosperous and peaceful Ethiopia and at times take it as a threat to its own existence. This has been going on with its support for the Ziad Barre regime in Somalia a couple of decades ago. Since then Ethiopia was the only country which was fighting terrorism at the early stages of the inception of Islamic Courts which was later on converted into Al- Shabab.

Ethiopia is now keeping peace in Somalia by its own force and in full participation in AMISOM and also in Abiye in Southern Sudan.

All in all, Ethiopia does not deserve any level of pressure simply because it is striving to break the vicious circle of poverty.

SOMALIE :

Somalie : quatre hommes arrêtés après l'assassinat d'une adolescente <https://magazine24.news/2020/09/15/somalie-quatre-hommes-arretes-apres-l'assassinat-d'une-adolescente/> 15/09/2020

La police somalienne a annoncé mardi qu'elle avait arrêté quatre personnes après le viol et l'assassinat la semaine dernière d'une jeune fille.

Selon la police, vendredi, l'adolescente a été violée par un gang puis jetée d'un immeuble de six étages dans la capitale, Mogadiscio.

Cet incident a suscité l'indignation de centaines de femmes qui sont descendues dans les rues de Mogadiscio dimanche pour réclamer justice.

Des enlèvements, des viols, torture et meurtres de femmes et de filles ont augmenté ces dernières années en Somalie confrontée aussi par l'insurrection des militants d'Al Shabab qui ont juré la perte de ce pays de la Corne de l'Afrique.

Il y a quelques jours, une jeune fille de 16 ans a été kidnappée, violée et torturée pendant plusieurs heures avant d'être retrouvée ligotée à Garowe, la capitale de la région semi-autonome du Puntland. Ces faits ont mis sous pression le Parlement fédéral qui avait refusé d'adopter le projet de loi sur les viols et autres abus envers les filles et les femmes et qui visait à protéger celles-ci contre les abus de toute nature.

MADAGASCAR :

Madagascar: un débat sur les lanceurs d'alerte questionne leur place et leur protection

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200916-madagascar-debat-place-lanceurs-alerte> 16/09/2020

Lors d'un débat organisé mardi 15 septembre par Transparency International – Initiative Madagascar sur la place de ces activistes dans la société malgache, l'un des participants, le secrétaire général du ministère de la Justice, a reconnu la nécessité d'élaborer une loi pour protéger ces individus, très souvent dénigrés, intimidés voire menacés suite aux révélations publiées.

Avec notre correspondante à Antananarivo, Sarah Tétaud

Sur la Grande Île, il existe déjà plusieurs dispositions légales pour protéger ces citoyens d'un genre particulier, mais elles sont éparpillées dans différents textes de loi tous relatifs à des domaines spécifiques. Par exemple, la protection des témoins se trouve dans la loi sur la corruption, protection des sources dans le nouveau code de la communication médiatisée, etc. Il est difficile dans ces conditions de pouvoir garantir la protection à des personnes qui risquent gros en agissant pour le bien commun.

Un débat animé

Le débat de mardi a eu le mérite d'exposer des points de vue très divergents. « Ce n'est pas parce qu'il y a des lanceurs d'alerte en Occident que Madagascar doit dupliquer ce modèle », expose le directeur de la régulation des médias, rattaché au ministère de la Communication. D'après lui, culturellement, la société malgache ne serait pas encore prête à recevoir toutes les révélations des lanceurs d'alerte.

« Faux », rétorque pour sa part Lova Rabary, la rédactrice en chef du média en ligne 2424.mg. « À mon avis, à Madagascar, les gens sont prêts à entendre les alertes, il faut juste que l'on sache leur transmettre ces infos-là sans heurter leur culture. Par exemple, ce n'est pas parce qu'il y a des Femen en Europe et que des femmes se promènent seins nus que l'on va faire la même chose à Mada. Parce que ça ne passerait pas. Il faut trouver d'autres moyens de lancer des alertes, de faire en sorte que ça puisse être compris par les gens. »

Même son de cloche pour Herilaza Imbiki, le secrétaire général du ministre de la Justice. Mardi, il a créé la surprise en s'engageant oralement à pousser pour la rédaction d'une loi régissant les droits et devoirs des lanceurs d'alerte. « Je pense que c'est le moment ou jamais de les protéger et de mettre en place une grande loi novatrice. Ce sera un grand pas vers la réalisation de la démocratie dans le pays, qui en est encore à ses balbutiements. Et je pense qu'il y a une ouverture au niveau de l'esprit même du Malgache qui veut prendre ses responsabilités pour dénoncer et ne plus accepter aucune forme d'injustice. »

Peu de lanceurs d'alerte

Toutefois, rappelle la journaliste, les lanceurs d'alerte ne sont pas nombreux. « Il y en a très peu et ceux qui sont là ont souvent peur de s'exprimer, parce que quand on dénonce les choses, au mieux, on est taxé d'être opposants au régime, au pire, de porter atteinte à la sûreté de l'État. Surtout depuis l'instauration de l'état d'urgence sanitaire [en vigueur depuis le 21 mars 2020, ndlr] ».

La transparence évite les plaintes, explique Ketakandriana Rafitson, la directrice exécutive de Transparency International-Initiative Madagascar et modératrice du débat. « Que l'État rende des comptes plus souvent à la population, meilleure sera la confiance et cela évitera bon nombre de scandales sur les réseaux sociaux, pas toujours constructifs », conclut-elle.

SOUTH AFRICA :

South Africa says 12 million ‘probably’ had coronavirus

<https://apnews.com/cffcd4dfb1e3cbd810838fb9bde7a91d> By Gerald Imray 2020/09/16

CAPE TOWN, South Africa (AP) — About 12 million people in South Africa have “probably” been infected with the coronavirus, but that startlingly high number has not caused a similarly high death rate and might indicate a widespread “level of immunity,” the country’s health minister says.

More than 20% of South Africa’s population of 58 million have had the virus at some point, Dr. Zweli Mkhize estimated this week. He cited studies that found the presence of coronavirus antibodies in blood samples taken from parts of the population. The findings have prompted the government to launch a national study, he said.

“South Africa has seen the surge receding, and thus raises the question of the level of immunity that may already be existing in society,” he said.

Other studies have indicated that up to 40% of the population might be immune to the virus, Mkhize said. Some South African experts suggest that Africa’s most developed economy may be approaching herd immunity, but scientists believe at least 70-80% of a population needs to be immune before there’s any effect. And with COVID-19 it’s unclear how long that immunity might last.

With confirmed virus cases dropping significantly, President Cyril Ramaphosa on Wednesday evening announced that South Africa’s borders will reopen as of Oct. 1, with visitors required to show negative coronavirus test results no older than 72 hours before departure. Visitors will not be permitted from countries deemed at high risk, Ramaphosa said, not naming names.

Ramaphosa also announced further relaxed restrictions on public gatherings, to a maximum of 250 people indoors and 500 outdoors.

The president warned that the second wave of the pandemic in some countries has been worse than the first. “A second wave would be devastating to our country,” he said.

South Africa’s number of confirmed virus cases have dropped in recent weeks after a peak in late July that saw the country recording up to 15,000 cases daily, and raised fears that health services in some major cities might collapse. Official figures showed just 772 new cases on Tuesday.

South Africa is also seeing declines in hospital admissions, people in intensive care units and deaths attributed to COVID-19, health minister Mkhize said.

“Consistency across these indicators reassures us that, indeed, we are in the midst of a trough in the pandemic,” he said.

South Africa has just over 650,000 confirmed cases of COVID-19, according to the government’s latest official count, the eighth-highest caseload in the world. At its peak, South Africa was the fifth most affected country, behind the United States, India, Brazil and Russia, which all have much larger populations.

Experts have tried for months to figure out why South Africa’s official death rate from COVID-19 is low — 15,641 people have died, according to government figures. There were fears at the start of the pandemic that poverty, crowded living conditions, restricted access to clean water and the high prevalence of tuberculosis and HIV would put South Africa, and Africa at large, in danger of millions of deaths.

So far, that hasn’t happened. South Africa is by far the worst affected country in Africa with nearly half of the continent’s 1.3 million confirmed cases. There have been 33,000 deaths from COVID-19 in the 54 countries in Africa, which has a population of 1.3 billion people. That death count is less than the number of people who have died in either the U.K. or Italy, and far less than the United States’ 195,000 confirmed deaths.

But Africa’s figures, tallied by the Africa Centers for Disease Control and Prevention, rely on figures from the individual countries and many have extremely limited testing.

The number of South Africa’s actual deaths from COVID-19 is expected to be considerably higher. From early May until mid-September, the country has recorded 44,000 more deaths than the historic

average. Many of those deaths are believed to be from COVID-19, but the people weren't tested. Other deaths could be people with other diseases who avoided care because of COVID-19 infection fears or couldn't access it because resources were diverted to the pandemic, experts have said.

"We think roughly 30,000 rather than 15,000 people have died from COVID-19," Shabir Madhi, professor of vaccinology at Johannesburg's University of the Witwatersrand, said in a webinar this week. "We must appreciate that there had been many deaths outside of hospitals."

Even with that higher level of deaths, South Africa's mortality rate from COVID-19 appears relatively low. Some health experts think that millions in South Africa's poor, densely populated townships — which many thought would be terribly affected by the virus — may have generated an immunity to the virus because of the previous and frequent spread of other coronaviruses, including those for the common cold and flu.

"They have been exposed, they developed this key cell immunity which helps them to fight the severe effects of COVID-19," said Madhi, the lead researcher on a clinical trial in South Africa of the coronavirus vaccine that Oxford University is developing with pharmaceutical company AstraZeneca. "They may have achieved an underpinning immunity."

Andrew Meldrum and Mogomotsi Magome in Johannesburg contributed.

BOTSWANA :

Reconnaissance Energy Africa obtient une licence pétrolière au Botswana

<https://wayeno.net/2020/09/16/reconnaissance-energy-africa-obtient-une-licence-petroliere-au-botswana/> 16/09/2020

Reconnaissance Energy Africa Ltd a obtenu un permis pétrolier dans le nord-ouest du Botswana pour 9 921 km² et a conclu un accord d'option de mise à la ferme sur ces terres. Les terres du Botswana sont contiguës au permis pétrolier de 6,3 millions d'acres de la société dans le nord-est de la Namibie.

À la suite de l'acquisition et de l'interprétation de données aéromagnétiques régionales à réseau serré supplémentaires, Reconnaissance Africa estime avoir définitivement établi la limite orientale du bassin du Kavango, où une section profonde et à fort potentiel du bassin s'étend du nord-est de la Namibie au nord-ouest du Botswana. En conséquence, Reconnaissance Africa a acquis la licence couvrant la partie orientale de l'ensemble du bassin de Kavango.

Une avancée majeure

Le processus d'acquisition et d'analyse des terres du Botswana et de l'ensemble de données initial utilisé pour définir la partie la plus orientale du bassin de Kavango au Botswana a été lancé au cours des dernières années par une entreprise privée, contrôlée par Craig Steinke, une partie liée à Reconnaissance Africa.

Pendant que Steinke procédait au processus de demande, il a proposé une coentreprise avec Reconnaissance Africa. En contrepartie du fait que Steinke autorise Reconnaissance Africa à diriger l'acquisition et à exploiter les terres du Botswana, la société, par le biais de sa filiale en propriété exclusive de Botswanan, a conclu un accord d'option de regroupement avec une société privée détenue à 100 % par Steinke.

Un accord soumis à certaines approbations

En raison des restrictions de voyage précipitées par la pandémie de COVID-19, la société a reporté les opérations de forage, qui devaient initialement commencer le 30 juin 2020. La Namibie n'ayant été que légèrement affectée par le virus COVID-19, avec seulement 29 cas confirmés, les indications de la Namibie suggèrent que les voyages internationaux commenceront en juillet ou août.

En conséquence, le calendrier de forage révisé de Reconnaissance Africa, sous réserve de la levée des restrictions de voyage en temps opportun, comprend l'expédition de la plateforme de forage Crown 750 de la société de Houston, Texas à Walvis Bay, Namibie, d'ici la deuxième semaine de septembre avec un spud prévu, du premier des trois premiers puits fin octobre.

ZIMBABWE :

Zimbabwe : la compagnie aérienne nationale reprend ses vols intérieurs et régionaux

http://french.china.org.cn/foreign/txt/2020-09/16/content_76710344.htm

Par Xinhua, 16/09/2020

La compagnie aérienne nationale Air Zimbabwe a annoncé mercredi qu'elle reprenait ses vols nationaux et régionaux à compter respectivement du 23 septembre et du 3 octobre, alors que de nombreux pays rouvrent leur espace aérien aux vols intérieurs et internationaux.

La compagnie aérienne avait suspendu tous ses vols fin mars en raison de la pandémie de COVID-19, à l'exception de quelques vols internationaux destinés à rapatrier des Zimbabwéens et d'autres ressortissants bloqués à l'étranger.

Au cours des dernières semaines, le gouvernement zimbabwéen a assoupli la réglementation relative au COVID-19 en rouvrant notamment le secteur du tourisme, pour lequel l'industrie du transport aérien est un acteur majeur.

Les destinations intérieures qui vont être desservies sont Harare, Bulawayo et Victoria Falls. Des vols internationaux entre le Zimbabwe et la Tanzanie seront ouverts tous les mardis et samedis dans un premier temps, avec une fréquence plus élevée prévue vers la fin de l'année, a indiqué la compagnie aérienne dans un communiqué.

La compagnie aérienne attend toujours la confirmation de l'ouverture de l'espace aérien et des aéroports sud-africains.

Air Zimbabwe a ajouté qu'elle publierait de temps à autre des directives pour les voyages aériens émises par le ministère de la Santé, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Association internationale du transport aérien (IATA).

ZAMBIA :

Zambia Rugby poised to restart

https://www.einnews.com/pr_news/526373857/zambia-rugby-poised-to-restart

News provided by [African Press Organization](#), 2020/09/16

The Zambia Rugby Union (ZRU) (www.ZRU.Rugby) has announced that the 2020 rugby league which had earlier been cancelled is likely to resume in the form of tournaments to be organized by various clubs across the country. This has been confirmed by Director of Rugby (DoR) Noble Sinkamba in an online meeting with other Executive and Secretariat members. He said the Union had earlier written to the National Sports Council of Zambia (NSCZ) indicating their intentions to resume the games. After a thorough review by the Sports Council, a letter of recommendation was generated to the Ministry of Sports and Ministry of Health requesting them to conduct inspections to ascertain the preparedness of clubs and other venues which are to be used once training/play resumes.

"A few months ago, the Zambia Rugby Union in collaboration with Rugby Africa moved across the country visiting clubs distributing Personal Protective Equipment and foodstuffs. This was in an effort to give our players some aid during the Covid19 pandemic lockdown which has affected most sectors of the economy including sports" Noble said.

The Director of Rugby reiterated the fact that for the time being all clubs may only return to training with minimal numbers while avoiding contact once permission from relevant authorities is granted. He further added that so far the inspectors from the Ministry of Health have finalized their activities in Lusaka based clubs and will proceed to the Central, Copperbelt and North Western Provinces in the next few days to conduct similar inspections in a bid to ascertain preparations.

The ZRU is undertaking the Return to Play protocols as prescribed by World Rugby while not forgetting those required by local authorities in its quest to ensure compliancy. The Union has further called upon all Administrators, Coaches, Referees and Players to do the Covid19 online test.

MALAWI :

Malawi : le gouvernement accroît la résilience de 5000 ménages au changement climatique dans deux districts

<https://www.agenceecofin.com/collectivites-locales/1509-80212-malawi-le-gouvernement-accroit-la-resilience-de-5000-menages-au-changement-climatique-dans-deux-districts>

Par Gwladys Johnson Akinocho, 15/09/2020

(Agence Ecofin) - Au Malawi, le gouvernement a entamé un projet biennuel pour améliorer la résilience climatique de 5000 ménages dans les districts de Machinga et de Zomba. L'initiative bénéficie de l'appui du PNUD qui lui a accordé un financement de 1,5 million \$.

Au Malawi, le gouvernement met en œuvre un projet d'adaptation au changement climatique dans les districts de Machinga et de Zomba. L'initiative coordonnée par le ministère de l'Environnement sera implémentée pendant deux ans et bénéficiera à respectivement 2000 et 3000 ménages dans les deux localités.

Selon Tawonga Mbale Luka, directrice des affaires environnementales, le projet permettra d'affermir les avancées enregistrées dans les deux régions suite à de précédents projets de résilience climatique.

« Le projet a ainsi pour objectif d'accroître la résilience des communautés et des systèmes écologiques aux effets du changement climatique. Il soutiendra les communautés avec des infrastructures de développement qui les aideront à sauvegarder la sécurité alimentaire, la bonne nutrition et les revenus des ménages », a-t-elle indiqué.

Le projet bénéficie de l'appui financier du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) qui lui a alloué une enveloppe d'environ 1,5 million \$.

La mise en œuvre de cette initiative entre dans le cadre des politiques et stratégies nationales visant à rendre le secteur de l'agriculture résilient au changement climatique.

NAMIBIE :

Namibie: la Chine nie toute intention d'installer une base militaire

<http://apanews.net/news/namibie-la-chine-nie-toute-intention-dinstaller-une-base-militaire>
14/09/2020

Windhoek (Namibie)

L'ambassade de Chine à Windhoek a rejeté les allégations selon lesquelles le pays asiatique prévoyait de créer une base militaire en Namibie pour contrer la présence des Etats-Unis au Botswana voisin.

La porte-parole de l'ambassade, Helen Lu Hairong, a déclaré lundi au Namibian Sun qu'"il n'y a pas eu de discussions entre les gouvernements chinois et namibien sur la construction par la Chine d'une base militaire" en Namibie.

Elle a expliqué que les allégations n'étaient pas fondées et étaient "purement des rumeurs".

La réaction du responsable chinois est intervenue sur fond de spéculations croissantes d'une présence militaire chinoise massive en Namibie.

Cela fait suite à un débat houleux à l'Assemblée nationale la semaine dernière qui a vu les législateurs du Mouvement des peuples sans terre et du Mouvement démocratique populaire affirmer qu'il y avait plus de 3.000 soldats chinois en Namibie.

Ils ont dit que les troupes chinoises étaient stationnées à Walvis Bay, Swakopmund et Henties Bay.

Les législateurs ont affirmé que la prétendue base militaire chinoise en Namibie était destinée à contrer la "domination américaine au Botswana".

Les Etats-Unis disposent d'une base militaire Africa Command au Botswana.

ANGOLA :

Covid-19 : le trafic aérien reprend en Angola

<https://www.mediacongo.net/article-actualite-75943-covid-19-le-traffic-aerien-reprend-en-angola.html> 16/09/2020

Suspendu depuis le 18 mars en raison de la pandémie de Covid-19, le trafic aérien en Angola a repris en douceur. Le premier vol intérieur a quitté le tarmac le lundi 14 septembre. La reprise des vols internationaux, elle, est prévue le 21 septembre.

Les vols soumis à certaines conditions pour les passagers, notamment la présentation d'un test RT-PCR négatif de moins de 72 heures.

L'Angola a récemment lancé une campagne de tests à grande échelle avec désormais l'analyse quotidienne de plus d'un millier d'échantillons, contre 400 jusqu'à présent. Le débit pourrait encore augmenter.

Depuis le début de la pandémie, l'Angola a enregistré 3 569 cas de Covid-19, 1332 guérisons et 139 décès.

Samedi, le président angolais, João Lourenço, a inauguré un nouvel hôpital dans la province de Bié. Cet établissement flambant neuf s'étend sur plus de 50 000 mètres carrés et présente une capacité de 250 lits. L'infrastructure compte sept blocs opératoires et près d'une centaine de médecins spécialisés dans diverses pathologies. En ces temps de pandémie, l'hôpital Walter Strangway, représente aussi un nouvel atout pour le pays dans la lutte contre le coronavirus.

MOZAMBIQUE :

Mozambique: une vidéo d'exaction attribuée à des soldats suscite l'indignation

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200916-mozambique-une-vid%C3%A9o-d-exaction-attribu%C3%A9e-%C3%A0-soldats-suscite-l-indignation> 16/09/2020

Une vidéo d'une grande violence au Mozambique, montrant une jeune femme enceinte déshabillée, battue et abattue par des hommes en uniforme, suscite l'indignation des ONG et les protestations des autorités qui accusent les insurgés du nord du pays.

Amnesty International demande une enquête indépendante et met en cause l'armée mozambicaine. Ce n'est pas la première fois que l'ONG dénonce les exactions des soldats mozambicains.

Selon Amnesty International, sous couvert de lutte contre les rebelles islamistes al-Shabab de la province du Cabo Delgado dans le nord, qui se cacheraient parmi la population, les violations des droits humains sont multiples, que ce soit des exécutions sommaires ou des actes de tortures.

Jihadistes déguisés en soldats ?

Sur la vidéo, diffusée le 7 septembre, la jeune femme enceinte est frappée et insultée aux cris de « tu es une shebab ». Les hommes en uniformes vident ensuite leurs chargeurs sur elle : 36 impacts de balles ont été retrouvés sur son corps.

Face au tollé, le ministre de l'Intérieur mozambicain a déclaré ouvrir une enquête mais réfute la culpabilité de l'armée. Selon lui, les meurtriers sont des jihadistes déguisés en soldat et la vidéo serait un outil de propagande pour discréditer le pouvoir.

Depuis trois ans, le nord du Mozambique est proie à une insurrection dans cette province du Cabo Delgado, et les autorités peinent à reprendre le contrôle dans une zone qui abrite d'importantes installations gazières. Ce conflit a déjà fait 1500 morts et plus de 250 000 déplacés.

GUINEA BISSAU :

Guinea-Bissau migration agency boss arrested for alleged cocaine trafficking

<https://af.reuters.com/article/ozatp-uk-bissau-drugs-idAFKBN2661KT-OZATP>

By Reuters Staff, 2020/09/16

BISSAU (Reuters) - The head of Guinea-Bissau's migration agency has been arrested for suspected involvement in cocaine trafficking, the police said, becoming one of the most senior officials in the West African country detained in connection with drug smuggling.

Guinea-Bissau is a major crossing point for Latin American cocaine bound for Europe. Experts and diplomats say some military and political officials are heavily involved in the trade.

Migration agency boss Colonel Alassana Diallo was taken into custody last Friday, accused of taking 83 capsules of cocaine for himself after they had been seized at the Bissau airport, said Domingos Monteiro, deputy director of the judicial police.

Monteiro said that after the drugs were seized by the judicial police in March, national guard soldiers burst into a police station to free the suspected dealer and take the cocaine.

The soldiers said they were acting on orders from their boss, Monteiro said. At the time, Diallo was head of criminal investigations for the national guard.

Diallo's lawyer, Carlitos Diedhiou, confirmed his client's arrest but said he could not comment further on the case. He said Diallo would be questioned by prosecutors on Tuesday.

Military officers in Guinea-Bissau have often opposed efforts by the judicial police to crack down on smuggling and have intervened to free suspected traffickers.

A former navy chief pleaded guilty in 2014 to conspiring to import narcotics into the United States after he was nabbed in a sting operation by the U.S. Drug Enforcement Administration.

Guinea-Bissau police made two of their largest ever cocaine seizures last year, including a 1.8 tonne haul in September. In April, a court convicted 12 people of smuggling the drugs, but the two alleged kingpins of the operation remain at large.

CABO VERDE / CAP VERT :

Cabo Verde: Tech park project to include business, incubation, data centres

<https://www.macaubusiness.com/cabo-verde-tech-park-project-to-include-business-incubation-data-centres/> 2020/09/14

By LUSA

A project to create a Technology Park in Cabo Verde, overseen by the new public sector enterprise TechparkCV, is to include the construction of business, incubation and data centres, as well as tech property developments – referred to as “valleys” – Praia and Mindelo.

The information is contained in a decree-law dated 11 September that Lusa has now seen, in which the Cabo Verde government approves the constitution of TechparkCV, a state-owned company with a capital of 100 million escudos (€1 million) and the main mission of setting up and promoting the development of the Cabo Verde Technology Park, as well as “to facilitate the creation and growth of innovative companies and offer other value-added services in spaces and facilities of high quality standards.”

In this context, and as part of the government's objective of transforming Cabo Verde into a “Digital Archipelago” of “Cyber Islands” capturing tech investment and companies, one of the features of the Technology Park to be implemented by TechparkCV are so-called “valleys”, or “contiguous tech property zones” in Praia (on Santiago island) and Mindelo (on São Vicente island).

These zones, dubbed “Castelón Vale” in Praia and “Julion Vale” in Mindelo, are “tech property developments complementary to the Technological Park” that are to be developed in partnership with the local authorities and the state-owned Imobiliária Fundiária e Habitat (IFH) but to be

managed by TechparkCV.

The “valleys” – initially two, but with more foreseen on other islands – aim to “welcome technology-based companies that wish to take advantage of the market – companies – employment – capacity building ecosystem” of the future Digital Archipelago.

The Cabo Verde Technology Park to be developed by TechparkCV involves the construction, on both sites, of business, incubation, training and certification centres, as well as data centres and tech “valleys”.

Construction has begun at the Praia site, to be completed in the next few months, with an investment of around €32 million financed by the African Development Bank (AfDB) and with the Cabo Verde state contributing around €4 million.

The declared mission of TechparkCV is “facilitating the creation and growth of innovative companies and offering other value-added services, in spaces and facilities of high quality standards”, as foreseen in the legislation under which it is created.

It is to employ “national and international partnerships” with “reference companies of high technological potential” to foster a “technological environment conducive to the generation of innovative products with high added value” and “promote partnerships between public and private institutions involved in scientific research, technological innovation inherent in services and technological infrastructure to support innovation” in Cabo Verde.

The country’s government is trying to diversify the economy, which is still highly dependent on tourism revenues, which last year directly represented around 25% of gross domestic product.

SAO TOME AND PRINCIPE :

Black stars remain unmoved in latest FIFA rankings

<https://www.ghanafa.org/black-stars-remain-unmoved-in-latest-fifa-rankings> 2020/09/17

The Black Stars remain 46th on the World front with 1439 points and 6th on the African continent in the latest FIFA Coca Cola ranking for the month of September.

This was announced on Thursday, September 17, 2020 by the World Football governing body.

The Senior national team have been inactive on the international front due to the corona virus pandemic, hence the being static in the ranking.

Ghana's Senior female national team, Black Queens, placed 60th on the World stage and 4th in Africa.

The Black Stars' last batch of assignments remain a 2-0 home win over South Africa and a 1-0 away victory over Sao Tome and Principe in the 2021 Africa Cup of Nations (Afcon) qualifiers in November last year.

The four-time African champions will return to action, for the first time under new coach, C.K Akonnor in November against Sudan, following the approval of the resumption dates for the 2021 Africa Cup of Nations qualifiers and the 2022 FIFA World Cup qualifiers by the Confederation of African Football, CAF.

Meanwhile, as part of preparations for their qualifying matches the Black Stars are expected to engage in international friendly matches next month.

TIMOR LESTE :

Eating the meat but keeping the bones – aid from Timor-Leste

<https://devpolicy.org/eating-the-meat-but-keeping-the-bones-solidarity-aid-and-timor-leste-20200917/> 2020/09/17

By Elisa da Silva, [Michael Rose](#)

In Timor-Leste, when people receive a gift, they are often advised to han isin sikat ruin (eat the meat [but] keep the bones) – that is to say, happily take what is given, but never lose track of the favour. Just as it is sometimes necessary to receive help, Timorese like to remind each other, so too is it important to remember what has been received and give back.

Although the country is best known (especially to readers of this blog) as an aid recipient, this ethic runs deep in Timor-Leste, and over the past decade or so has begun to shape its foreign policy, specifically through a small but meaningful program of South-South solidarity aid. Timor-Leste still faces a range of serious social and economic challenges, but nearly twenty years after the restoration of its independence, leaders feel increasingly in a position to start repaying the goodwill Timor-Leste has received from the international community.

There are many reasons why countries commit part of their wealth to helping people beyond their borders. Donations can be at once a way of advancing a donor's strategic interests, and an expression of their sympathy with those who are less fortunate. Timor-Leste's program of 'solidarity' aid is no exception. For Timorese, like myself (Elisa), contributing to various sorts of disaster relief is not just a moral imperative, but also a way to show that we have arrived as a nation that can stand on its own.

In Timor-Leste this has involved contribution to disaster response efforts in other countries. Over the years I estimate we have provided around US \$15 million to support countries including Portugal, Laos, Myanmar, Indonesia, Australia, Thailand, Malaysia, Cape Verde, Philippines, Brazil and Sri Lanka, during natural disasters ranging from fires to volcanic eruptions. While the amount we give is relatively small, and we don't have the resources to fund longer-term development programs like our larger friends, we hope we can still make a positive difference. Our history has made us very aware that when it comes to international relations even small gestures can have tangible results.

As part of my work as a diplomat and Timorese, our solidarity aid program is an issue that is particularly close to my heart. For this reason, in recent years whenever I have had the chance, I have tried to seek out the views of Timorese citizens on how they feel about the nation's money being spent like this. The results of these conversations have been encouraging.

I have no doubt that the idea of Timor-Leste's wealth being used for solidarity aid has broad support – the concept of han isin sikat ruin is one that is widely and deeply accepted among my people. At the same time, there is also a keen awareness that our domestic challenges need to be the main priority. So, while there seems to be wide support for the idea of providing solidarity aid, people want it to be well targeted – we do not have money to waste. Interestingly, in talking to people about this issue there is a sense that the concept of han isin sikat ruin goes both ways. Like our neighbour, Indonesia, and other countries throughout Southeast Asia, Timor-Leste is a place where relationships and consensus building are a very important part of how things get done. Giving what we can to our neighbours is a way of improving the likelihood that they will also be willing to help us in our hour of need, should that ever arrive.

Somewhat to my surprise, in discussing the issue of solidarity aid, I have found that the conversation tends to quickly turn to the other things the money could be spent on. Members of the younger generation in particular are very aware of the limited opportunities for high school and university graduates. Although they understand the principles behind our solidarity aid, they wonder why more effort hasn't been put into things like diversifying the economy, which is still largely dependent on oil and gas, and offers very few opportunities to the young. Likewise, even given marked improvements over the past decade, we still suffer from appalling rates of child malnutrition, our education system struggles, and too many people don't have access to clean water.

Despite widespread understanding of the principle behind solidarity aid, Timor-Leste's government needs to be cautious that such expenditure is not, or at least is not perceived to be, prioritised over domestic needs.

Corollary to this, policymakers in Timor-Leste might also do well to ask whether or not donating money is always the best way of helping and showing solidarity. We already have quite a good track record of providing statements of solidarity in the wake of international incidents – are there other forms of support we could provide? One possibility that we might consider is that of being more strategic in the way we use our vote in international forums. It was not so long ago that we ourselves relied on friends (foremost among them former Portuguese colonies in Africa such as Angola and Mozambique) to support our cause in the United Nations. Now that Timor-Leste has a vote of its own, do we need to give more thought as to how we might use it to show solidarity with those in need and support causes we believe in?

Timor-Leste takes pride in being a small nation with a big heart. We are young, but we have travelled a long and difficult path to independence. Although we have forgiven those who stood against us, we have not forgotten the value of standing with others. No one in Timor-Leste questions that the concept of *han isin sikat ruin* is central to what we aspire to be as a nation, but serious discussion over what it means in practice is long overdue.

EGYPT :

What does Egypt have to gain from building a dam in Tanzania?

<https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2020/09/egypt-construction-dam-tanzania-africa-development-gerd.html>

Egyptian President Abdel Fattah al-Sisi called for completing the construction of the Julius Nyerere dam in Tanzania, while the Grand Ethiopian Renaissance Dam negotiations faltered.

CAIRO — Egyptian Prime Minister Mustafa Madbouly said in a [press statement](#) Sept. 4 that President Abdel Fattah al-Sisi tasked the government to complete the construction of the Julius Nyerere dam and hydropower station in Tanzania to "the highest quality."

Madbouly noted that Sisi demanded that the dam's construction is of the highest quality in order to reflect the ability of the Egyptian contracting sector to implement huge projects.

In January 2018, Egypt and Tanzania signed a contract to establish a dam on the Rufiji River in Tanzania, which aims at generating electric power to supply Tanzania's power needs, in addition to controlling the water quantities during flood periods and providing the Tanzanian state's water needs.

The Julius Nyerere dam is among the largest hydroelectric dams in the East Africa region. The project is being implemented at a cost of \$2.9 billion through a partnership between the Tanzania Electric Supply Company (TANESCO) and two of the largest Egyptian companies in the construction sector — Arab Contractors and El-Sewedy Electric. The two Egyptian companies won the tender that several multinational companies bid on. The building of the dam aims to encourage the implementation of other projects between the two countries in the fields of electricity and renewable energy.

The project includes the construction of the concrete part of the main dam, in addition to four complementary dams that form the water reservoir with a capacity of 33 billion cubic meters, in addition to a hydroelectric power generation station with an output of 2,115 megawatts. The two partnering Egyptian companies began construction in mid-2019, and the project is scheduled to be complete by 2022.

Hani Raslan, founder of the Nile Basin studies department at Al-Ahram Center for Political and Strategic Studies, told Al-Monitor over the phone that building the Julius Nyerere dam and hydropower station will boost Egypt's presence in Tanzania, which is one of the Nile Basin countries that Egypt seeks to cement ties with.

He said that implementing such a huge project constitutes a powerful work precedent in Africa, and it helps Egypt to reclaim its soft power in the continent. He noted that Egypt has skills and experience allowing it to implement a project of this magnitude.

Raslan noted that Egypt's real gain out of building the dam is to strengthen its relations with Tanzania, in the framework of its plan to support African countries.

Egypt and Tanzania have had strong ties since Tanzania was formally formed in 1964, and diplomatic relations between the two countries were established, according to Egypt's State Information Service.

On the political level, Tanzania has expressed its support for the June 30, 2013, revolution that opposed the Muslim Brotherhood's rule. Tanzania, represented by then-Foreign Minister Bernard Membe, also participated in Sisi's inauguration ceremony in June 2014, while Sisi's visit to Tanzania in August 2017 constituted a turning point in their relations, as it was the first visit of an

Egyptian official since 1967. The two countries agreed to cooperate to fight terrorism and corruption during that visit, according to the State Information Service.

May Mahmoud, member of the parliamentary Committee for African Affairs, told Al-Monitor over the phone, “Egypt is not expecting any benefits from the Julius Nyerere dam and station in Tanzania. Its main goal [throughout the project] is to help achieve development in Africa.”

She said that Egypt’s implementation of the dam is part of Sisi’s plan to boost Egypt’s role in Africa and achieve development on the continent.

Egypt attributes special importance to Africa since it assumed the presidency of the African Union in 2019 for one year. It launched an initiative to treat 1 million Africans for hepatitis C on March 17, and, even after its term ended, it sent medical aid to African countries amid the outbreak of the coronavirus pandemic.

Mahmoud noted that the Arab Contractors and El-Sewedy Electric have a long history in the implementation of major construction, power and energy projects inside and outside Egypt. She added that this has helped Egypt to handle the construction of the dam, noting that the project does not constitute a financial burden for Egypt.

Sisi’s instructions to complete the construction of Julius Nyerere dam and hydropower station coincide with the stalled negotiations between Egypt and Sudan (the Nile River downstream countries) and Ethiopia (the Nile River upstream country) over the Grand Ethiopian Renaissance Dam (GERD), which Addis Ababa started building on the Blue Nile River in 2011. Ethiopia considers the dam a crucial project for achieving economic development. Egypt, for its part, fears the GERD will affect its share of the Nile River, which supplies Egypt with more than 95% of its potable water and irrigation needs.

The director of the Arab Contractors’s board, Mohsen Salah, said in a phone intervention on “Aala Masouliyati” show on Sada al-Balad satellite channel in October 2018, following the company’s selection to implement the project, that the dam is not connected to the Nile River flow or the water coming to Egypt. It is built on the Rufiji River in Tanzania, and the purpose is to help achieve development and boost the infrastructure of Tanzania and Egypt’s presence in Africa, he explained.

Abbas Sharaqi, professor of geology and water resources at the University of Cairo, said in a Sept. 5 press statement to Mustaqbal Watan News that the Julius Nyerere dam is a powerful test that Egypt succeeded in at the technical and construction levels. The utmost goal is not related to investment, but rather cooperation and integration between the two countries. He noted that the project will be revolutionary for Tanzania by allowing it to control the flood water and rely on organized agriculture through storing water yearly, in addition to producing an amount of electricity equal to that generated from the High Dam.

ALGERIE :

Algérie : Ouverture progressive des frontières..La proposition d’Amira Slim

<https://www.dzairdaily.com/algerie-ouverture-progressive-frontieres-proposition-amira-slim/>
Par REMAISSA B. , 17/09/2020

Algérie – Les frontières algériennes maritimes terrestres et aériennes sont fermées depuis la mi-mars. Six mois après, de plus en plus de voix s’élèvent pour réclamer leur ouverture. Une autre députée rejoint les plusieurs voix et plaide en faveur de « l’ouverture progressive » des frontières algériennes. Il s’agit en l’occurrence d’Amira Slim.

En effet, la députée et représentante de la communauté au Maghreb et du Moyen-Orient, Amira Slim plaide en faveur de « l’ouverture progressive » des frontières de l’Algérie. C’est en tout cas ce qui ressort de sa déclaration au site spécialisé Djalia DZ.

Ainsi, la députée unifie sa voix avec plusieurs responsables et citoyens algériens qui réclament depuis des semaines l'ouverture du ciel Algérien qui reste fermé depuis exactement six mois, soit la mi-mars. Pour elle, « l'ouverture progressive des frontières » est la solution la plus plausible pour l'Algérie.

Voici ce que réclame un autre député

À son tour, le parlementaire et député du Rassemblement national démocratique, Hakim Berri a demandé au président de la République, Abdelmadjid Tebboune d'ouvrir les frontières algériennes. C'est-à-dire répondre favorablement à la volonté d'un grand nombre d'Algériens qui réclament la même chose pour plusieurs raisons.

Dans le même ordre d'idée, Hakim Berri a expliqué que l'ouverture des frontières algériennes devra permettre « aux ressortissants algériens de voyager ». De même, elle va faciliter aux membres de la communauté de la diaspora algérienne à l'étranger de rengager leur pays natal l'Algérie pour qu'ils puissent enfin voir leurs familles.

Selon le même site arabophone, le député a envoyé une missive au chef d'état datant du 07 septembre dernier. Dans ladite lettre; Hakim Berri n'a pas omis d'avancer quelques propositions. Ces dernières « devront être respectées par les voyageurs venant en Algérie »; estime-t-il. Il a cité, entre autres, la présentation d'un « test négatif au Coronavirus au moyen de la détection en laboratoire PCR 72 heures avant l'entrée sur le territoire national »; ajoute le député.

Il convient de rappeler que les Algériens ont opté pour plusieurs méthodes afin de faire entendre leurs voix aux hautes autorités. Des dizaines ont manifesté devant l'Ambassade de l'Algérie à Paris. Des milliers ont signé une pétition adressée au président de la république. Bien que les méthodes se multiplient; la demande reste la même, l'ouverture du ciel algérien.

MAROC :

Au Maroc, le désespoir gagne les professionnels du tourisme

<https://www.bladi.net/maroc-desespoir-professionnels-tourisme,73964.html> 17 septembre 2020

En l'absence d'une date de réouverture des frontières marocaines, les professionnels du tourisme se nourrissent de plus en plus de désespoir. Ils n'ont aucune visibilité sur la reprise de leur activité. Le désespoir des professionnels du tourisme grandit. Certains professionnels du tourisme prédisent que le premier semestre 2021 est déjà raté, rapporte le journal Les Inspirations Eco. Les nouvelles restrictions imposées au niveau national pour certaines destinations constituent un coup dur pour le tourisme interne. "Bien que les nationaux aient jeté leur dévolu sur certains établissements d'hébergement classés à Agadir pour passer leurs vacances d'été, actuellement, avec la reprise des mesures restrictives, on revient à la case départ", explique Najia Ounassar, présidente de l'Association de l'industrie hôtelière d'Agadir (AIHA).

Au niveau international, le Maroc est absent. À en croire Abarrahim Oummani, professionnel du tourisme et vice-président de Continental Bay, la destination Maroc ne figure actuellement sur aucune brochure touristique des tours opérateurs. Il faudra au moins attendre la saison 2022 pour récupérer la tendance de l'année 2019, indique-t-il. "L'instabilité de la situation épidémiologique et la hausse continue des cas confirmés du Covid-19 prolonge la position du Maroc dans la liste des pays concernés par les restrictions de voyage par certains pays européens", ajoute-t-il.

Pour inverser la tendance, Lahcen Zemat, président de la Fédération nationale de l'industrie hôtelière indique la voie à suivre. "La commercialisation d'un vaccin n'est pas pour demain. C'est pourquoi, à l'instar d'autres pays du pourtour méditerranéen, notre destination doit s'adapter à cette situation avec la prise de mesures de précaution pour sauvegarder notre tissu touristique", préconise-t-il.

TUNISIE :

Coronavirus : La Tunisie compterait 50.000 cas actifs et non 8000, estime un médecin tunisien

<http://www.webdo.tn/2020/09/17/coronavirus-la-tunisie-compterait-50-mille-cas-actifs-et-non-8-milles-estime-un-medecin-tunisien/>

Par IB, 17/09/2020

Un médecin tunisien a estimé que le nombre total des personnes porteuses du coronavirus en Tunisie serait de l'ordre de 50 mille cas.

Dr Hatem Elghezal, chef du service de la cytogénétique et des molécules de l'hôpital militaire de Riyad, en Arabie Saoudite a fait savoir que le nombre réel de cas quotidiens de contaminations par le coronavirus en Tunisie se situe entre 3000 et 5000 cas.

Il a expliqué que ces chiffres ont été élaborés en se basant sur les données des pays qui réalisent un très grand nombre d'analyses et compte tenu du nombre de décès dus au virus enregistrés ces derniers jours en Tunisie.

Il a également estimé que le nombre total de cas actifs porteurs du virus et susceptibles de contaminer serait de l'ordre de 50 mille personnes dans tout le pays.

« Soyez sûr qu'à l'avenir, vous allez rencontrer plus d'une personne porteuse du virus chaque jour. Lorsque vous vous trouvez dans un endroit bondé, soyez également sûr qu'il existe au moins une personne contaminée autour de vous », a-t-il indiqué, ce jeudi 17 septembre 2020.

« Il n'y a pas besoin d'avoir trop peur parce que la personne infectée n'est pas porteuse de radioactivité pour infecter les gens à distance, et il n'y a aucun danger à être avec elle au même endroit, à passer à côté d'elle et à se tenir près d'elle si vous portez le masque ».

Le ministère de la santé a annoncé, dans un communiqué publié mercredi 17 septembre, qu'en date du 14 septembre 2020, 477 nouvelles contaminations par le coronavirus ont été enregistrées portant le bilan à 8100 cas confirmés.

LYBIA :

Libye : Favez al-Sarraj se dit prêt à quitter le gouvernement avant fin octobre

https://telquel.ma/2020/09/17/libye-favez-al-sarraj-se-dit-pret-a-quitter-le-gouvernement-avant-fin-octobre_1696139 2020/09/17

Le chef du Gouvernement d'union nationale (GNA) libyen, Favez al-Sarraj, a annoncé vouloir céder sa place à un nouvel exécutif issu des pourparlers interlibyens. Des discussions qui rencontrent tout de même des "difficultés insurmontables".

Le candidat issu des accords de Skhirat, en 2015, s'apprête à passer la main. Le chef du Gouvernement d'union nationale (GNA) libyen, Favez al-Sarraj, a annoncé, ce mercredi 16 septembre, être prêt à quitter ses fonctions avant fin octobre pour céder la place à un nouvel exécutif issu de pourparlers interlibyens visant à parvenir à une issue politique à la crise que connaît le pays. "J'annonce à tous mon souhait sincère de céder mes fonctions à un prochain pouvoir exécutif avant fin octobre au plus tard", a-t-il déclaré lors d'une brève allocution télévisée. Celui qui se dit prêt à quitter le gouvernement de Tripoli, après cinq années à batailler pour asseoir sa légitimité, est également l'interlocuteur libyen qui avait les faveurs du Maroc pour installer "une solution libyenne pour la Libye" chère à la diplomatie chérifienne.

Formation d'un nouveau Conseil présidentiel

Depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye est plongée dans un chaos politique où deux autorités se disputent le pouvoir : le GNA, basé à Tripoli et reconnu par l'ONU, et un pouvoir incarné par le maréchal Khalifa Haftar, qui règne sur l'Est et une partie du Sud.

En avril 2019, le maréchal Haftar avait lancé une offensive contre la capitale mais au bout de 14 mois de combats meurtriers, ses troupes, malgré le soutien de l'Égypte, des Émirats arabes unis et

de la Russie, ont subi une défaite cinglante face aux forces pro-GNA, aidées militairement par la Turquie.

Depuis, les rivaux libyens ont retrouvé le chemin du dialogue et des rencontres se sont déroulées parallèlement à Montreux, en Suisse, du 7 au 9 septembre, et à Bouznika, au Maroc, du 6 au 10 septembre pour relancer le dialogue et trouver une solution politique à la crise libyenne.

Les commissions chargées de former un nouvel exécutif doivent désormais “choisir un nouveau Conseil présidentiel et nommer un nouveau chef de gouvernement qui prenne ses fonctions de manière pacifique”, a souligné Favez al-Sarraj, se félicitant des “recommandations préliminaires et prometteuses” des rencontres de Montreux et de Bouznika annonçant une “nouvelle phase en vue de réunifier les institutions et préparer des élections”.

Un consensus difficile à atteindre

Désigné à la tête du GNA, sous l’égide de l’ONU, Sarraj n’avait pu s’installer dans la capitale Tripoli qu’en mars 2016 alors qu’une multitude de milices y faisaient la loi.

Dans un climat politique et social “extrêmement polarisé”, il a cherché à atteindre “le plus de consensus possible” entre les différentes parties “mais les difficultés ont été insurmontables”, a-t-il indiqué dans son allocution.

Encore aujourd’hui, “certaines parties s’obstinent à parier sur la solution militaire pour servir leurs objectifs”, a regretté M. Sarraj.

(avec AFP)

COTE D'IVOIRE :

Ouattara transforme la Côte d'Ivoire en République

<https://www.lafriqueaujourd'hui.net/ouattara-transforme-la-cote-d-ivoire-en-republique-bananiere>
Par Bruno Fanucchi, 15/09/2020

Aux ordres du Président sortant, le Conseil constitutionnel a validé sa candidature à un troisième mandat. Un scrutin pour lequel le chef de l'Etat a choisi ses propres opposants et éliminé tous les autres. Guillaume Soro dénonce un « coup d'Etat acté par le Conseil constitutionnel » que les Ivoiriens ne peuvent accepter.

Quand un Président sortant renie sa parole et tous ses engagements, viole sa propre Constitution pour briguer un 3ème mandat et choisit lui-même – par l'entremise d'un Conseil constitutionnel qui lui est entièrement dévoué et complètement aux ordres – ses opposants qui auront le droit de se présenter pour le scrutin du 31 octobre prochain, nous ne sommes plus dans une démocratie, mais dans une République bananière ou dans une République cacaotière !

C'est la dérive très inquiétante que connaît désormais la Côte d'Ivoire, où l'entêtement du Président Alassane Ouattara à se succéder à lui-même pour un troisième mandat de cinq ans et à vouloir être réélu dès le premier tour par « Un coup KO ! » risque fort de rallumer la guerre civile que pas un seul Ivoirien ne souhaitait pourtant revivre après les événements de 2010 et 2011 qui firent plus de 3.000 morts.

Avec 48 heures d'avance sur l'échéance fixée, le Conseil constitutionnel présidé par Mamadou Koné a en effet rendu sa copie lundi soir en validant par un tout de passe-passe la candidature du Président sortant, que tous les plus grands juristes et constitutionnalistes de Côte d'Ivoire s'accordent à qualifier d'« anti constitutionnelle ». Et en s'offrant le luxe d'invalidier purement et simplement les candidatures de quarante candidats pour ne retenir que quatre candidats (dont l'ancien Président Henri Konan Bédié) qui auront l'insigne honneur d'affronter « Sa Majesté ADO 1er » pour donner l'illusion d'une élection démocratique. Car les résultats sont connus d'avance.

« Quand un Président de la République viole la Constitution d'un pays, manque à sa parole et choisit lui-même ses adversaires, il est évident qu'il ne respectera pas le résultat des urnes », observe fort justement l'écrivain et journaliste ivoirien Serge Bilé.

Sous prétexte qu'ils ont été condamnés à des peines de 20 ans prison par une justice aux ordres et donc rayés arbitrairement des listes électorales, l'ancien Président Laurent Gbagbo, pourtant blanchi par la Cour pénale internationale de La Haye, comme Guillaume Soro ont vu leurs candidatures rejetées sans autre forme de procès.

"Le Conseil vient ainsi de cautionner la forfaiture et le parjure du Président"

L'ancien Président de l'Assemblée nationale a été le premier à réagir dès lundi soir en contestant vigoureusement cette « décision injuste et infondée » et en dénonçant haut et fort un « coup d'Etat acté par le Conseil constitutionnel » que les Ivoiriens ne peuvent accepter. Cette décision « inique », mais « politiquement motivée », souligne-t-il fort à propos « s'inscrit dans une logique d'anéantissement de la démocratie et de l'Etat de droit ». Sous Mamadou Koné, ajoute-t-il, « le Conseil constitutionnel vient ainsi de cautionner, et sans cela sans surprise, la forfaiture et le parjure de M. Alassane Ouattara, consacrant ainsi la soumission du Droit et de la Justice à la férule du RHDP ». Forfaiture et parjure, les mots ne sont pas trop forts pour tous les observateurs attentifs et honnêtes de la situation politique actuelle en Côte d'Ivoire, où seul compte désormais le « fait du Prince ».

« Je dénonce la validation de la candidature inconstitutionnelle de Ouattara et je dénonce l'exclusion arbitraire et antidémocratique de Gbagbo, Soro, Mabri, Koulibaly, Tanoh », a également fait savoir le président Bédié, en prenant acte de la validation de sa propre candidature.

Obéissant à une logique clanique pour garder le pouvoir coûte que coûte, le Président Ouattara est devenu autiste, complètement sourd et aveugle, seul dans sa « tour d'Ivoire », entouré de courtisans qui lui font croire que tout va bien dans le pays et qu'il sera réélu sans problème le 31 octobre. Il est ainsi resté sourd à l'appel solennel lancé le 31 août dernier par le cardinal-archevêque d'Abidjan, Mgr Jean-Pierre Kutwa, l'invitant au « Respect du droit dans la concertation » et demandant à tous les acteurs politiques du pays de « renouer le dialogue ».

« Je ne peux pas ne pas me tourner avec respect vers le Président de la République, chef de l'Etat dont la candidature n'est pas nécessaire à mon humble avis. Son devoir régalien de garant de la Constitution et de l'unité nationale appelle son implication courageuse en vue de ramener le calme dans le pays, de rassembler les Ivoiriens, de prendre le temps d'organiser les élections dans un environnement pacifié par la réconciliation ».

Mais hélas – trois fois hélas – Ouattara, qui ne supporte plus d'entendre la moindre critique, n'a pas prêté la moindre oreille à cette voix du bon sens et n'a pas eu le courage de saisir cette main tendue par le Cardinal Kutwa pour l'aider à se sortir de ce mauvais pas et d'une logique d'affrontements et de répression qui ont déjà fait en août plus d'une vingtaine de morts !

« J'élève la Croix du Christ sur notre pays afin que le Malin soit vaincu », a redit Mgr Kutwa ce lundi 14 septembre, à la fête de l'exaltation de la Sainte Croix glorieuse, bien conscient de voir la Côte d'Ivoire s'enfoncée à grands pas dans l'abîme et le chaos...

"Toute mort d'un Ivoirien est un mort de trop !"

D'autres personnalités avaient également élevé la voix cet été pour tenter d'appeler au dialogue et à la non-violence, en soulignant avec courage et intelligence comme Tidjane Thiam sur TV5 Monde que « les conditions ne sont pas réunies pour des élections apaisées ». L'ancien ministre ivoirien, qui a fait une très belle carrière à l'international dans la banque, appelait ainsi au report des élections présidentielles car « tout ce qui divise – comme le 3ème mandat – est à bannir ou éviter ». Et ce dernier de rappeler que « toute mort d'un Ivoirien est un mort de trop ! » et que « la peur n'est pas un outil de gouvernement ». Mais, il n'a pas été davantage entendu car, comme dit le dicton populaire, « il n'y a pas de pire sourd que celui qui ne veut pas entendre ».

Si le pouvoir ne veut pas entendre raison, la Côte d'Ivoire s'achemine donc à grands pas vers une « élection calamiteuse », selon la célèbre expression de Gbagbo en octobre 2000. Dans ces conditions, mieux vaudrait-il supprimer purement et simplement cette mascarade d'élection, que le Président Ouattara s'auto-proclame Président pour un troisième, voire un quatrième mandat, et que le pays puisse ainsi faire l'économie d'un scrutin au budget toujours trop coûteux et surtout l'économie de nombreuses vies humaines !

Car quel respect peut encore inspirer un homme qui, comme Ouattara, se croit au-dessus des lois de son propre pays et qui – au fil des ans – a renié tous ses engagements et trahi tous ses proches ? Dauphin désigné pour lui succéder, Guillaume Soro – sans lequel Ouattara n'aurait jamais accédé au pouvoir il y a dix ans – a été là encore le premier à prendre ses distances en refusant le 28 janvier 2019 d'intégrer le RHDP (Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix), dont Ouattara souhaitait faire une « machine de guerre » pour s'approprier tous les leviers politiques et économiques du pays et installer ainsi son clan au pouvoir à Abidjan « ad vitam aeternam ».

En février dernier, c'est le Vice-président Daniel Kablan Duncan qui lui remettra sa démission, même si celle-ci ne sera connue et effective qu'au mois de juillet, au lendemain du décès du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, le 8 juillet. Depuis, il n'a d'ailleurs pas été remplacé... Ce qui est pour le moins étrange.

En mars, c'est le chef de la diplomatie ivoirienne, Marcel Amon-Tanoh, qui fut de longues années son directeur de cabinet au Palais présidentiel, qui prendra à son tour ses distances, démissionnera pour se porter candidat à la présidentielle du 31 octobre. Au mois d'août enfin, c'est Albert Mabri Toikeusse, qui fut ministre presque sans interruption depuis 20 ans, qui quittera à son tour cette coquille vide qu'est devenu le RHDP, dont il était pourtant un membre fondateur, pour se porter candidat sous ses propres couleurs de l'Union pour la Démocratie et la Paix en Côte d'Ivoire (UDPCI). Notons d'ailleurs que les candidatures de ces deux anciens ministres ont également été rejetées par le Conseil constitutionnel. Circulez, il n'y a rien à voir !

A 78 ans, Ouattara est donc aujourd'hui un homme seul, qui se réfugie dans le déni ! Et c'est cet homme abandonné de tous – et demain peut-être par son actuel Premier ministre Hamed Bakayoko – qu'Emmanuel Macron (après avoir – il est vrai – longuement hésité) a finalement reçu avec tous les honneurs à l'Elysée le 4 septembre, comme si de rien n'était ! En dépit des morts de la sanglante répression et des nombreuses arrestations du mois d'août pour tenter de museler l'opposition unie dénonçant ce « 3ème mandat illégal ».

Ce fut une très grave faute politique, aussitôt exploitée par Ouattara, lui-même, qui, à peine sortie de l'Elysée – tweetait déjà : « J'ai eu un excellent déjeuner de travail avec mon ami, le Président Emmanuel Macron. Nous nous sommes réjouis de nos convergences de vues sur la situation économique et politique en Côte d'Ivoire, notamment l'élection présidentielle du 31 octobre 2020, dans un climat de paix ». Un gros mensonge de plus.

Depuis plus de dix jours, on attend toujours le communiqué officiel de l'Elysée. Car qui ne dit mot consent... et ce silence assourdissant du Président français vaut « blanc-seing » pour le 3ème mandat de Ouattara qui – aux yeux de toute l'Afrique et de la communauté internationale – paraît ainsi soutenu et approuvé par la France. Une funeste erreur que la France paiera un jour très cher.

MALI :

Mali: la junte annonce la mise en place d'un collège de la transition

<https://www.financialafrik.com/2020/09/16/mali-la-junte-annonce-la-mise-en-place-dun-college-de-la-transition/>

Par [Daouda Bakary KONÉ](#), 16/09/2020

Le comité national pour le salut du peuple a animé une conférence, mercredi 16 septembre 2020 à Kati, à 15 km de Bamako. Pour la junte, il s'agissait d'informer l'opinion nationale et internationale sur ce qui s'est passé la veille lors du mini-sommet des chefs d'Etat de la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO). La junte annonce avoir procédé à la mise en place d'un collège qui décidera à la désignation du président de la transition et futur premier ministre. Face à la presse le colonel Ismael WAGUE a été clair: «la CEDEAO exige que le Président et le Premier Ministre de la transition soient des civils et cela est non négociable. Et ils nous ont demandé de donner notre accord sur ce principe afin qu'ils fassent un communiqué sur le champ. Nous leur avons dit que cela est impossible car nous sommes uniquement là pour leur présenter les conclusions des concertations nationales et non signer un quelconque accord. Nous devons donc revenir en discuter à Bamako avant de donner une réponse définitive”.

Le colonel poursuit son propos: «la CEDEAO déclare que si nous ne répondons pas rapidement à sa requête, elle est capable de décréter un embargo total au risque d'asphyxier le Mali”. L'instance régionale a assorti ces injonctions d'un ultimatum d'une semaine à compter de la date d'hier mardi 15 septembre 2020. D'ores et déjà, la junte a commencé la mise en place d'un collège pour mettre en place rapidement une transition. Quoi qu'on en dise, « l'Etat continue de fonctionner à travers les Secrétaires généraux des ministères», rappelle le colonel.

Le collège dont la mise en place a démarré aujourd'hui sera chargé de mettre en place le Président de la transition, le Premier Ministre et tous les organismes de la dite transition. À la question de

savoir pourquoi il y'a deux jours, deux voitures 4x4 lourdement armées ont été aperçues dans la cour de l'ORTM, les réponses du colonel wagué sont catégoriques. «Il y a juste une volonté de sécurisation du pays. Il n'y a aucune arrière-pensée. Cela est valable pour toutes les institutions du Mali et je suis ravi que vous l'ayez remarqué car cela prouve que nous existons ».

TOGO :

Coronavirus au Togo: polémique après la nouvelle prorogation de l'état d'urgence sanitaire

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200917-coronavirus-togo-pol%C3%A9mique-apr%C3%A8s-la-nouvelle-prorogation-l%C3%A9tat-durgence-sanitaire> 17/09/2020

L'état d'urgence sanitaire est prolongé pour la troisième fois depuis le 1er avril. Cette mesure exceptionnelle, qui court désormais jusqu'au 1er mars 2021, inquiète opposants et société civile qui s'interrogent sur la motivation du pouvoir.

Avec notre correspondant à Lomé, Peter Sassou Dogbé

Cette nouvelle prorogation de l'état d'urgence sanitaire, la troisième, est annoncée pour six mois, il court désormais jusqu'en mars 2021. Le Premier ministre Komi Sélom Klassou justifie cette décision dans le seul but d'apporter une réponse urgente, coordonnée et d'envergure au Covid-19. Ce qui fait surgir les inquiétudes et notamment au sein de la société civile, comme Dieudonné Bright Fiaga. Le responsable enquête et investigation à la Ligue des consommateurs ne comprend pas cette prorogation de l'état d'urgence sanitaire : « Actuellement, les activités économiques sont très touchées. Et s'il faut toujours continuer à gouverner par ordonnance, ce sera très difficile pour que les choses puissent aller comme elles devraient se faire dans une République. »

C'est à la fois une surprise et une inquiétude pour Nathaniel Olympio du Parti des Togolais : « Dans le cadre des mesure-riposte, le couvre-feu qui avait été instauré, les patrouilles mises en œuvre pour le respect de ce couvre-feu ont conduit à mort d'hommes du fait de leur comportement agressif. Donc, nous sommes légitimement inquiets de savoir ce que le pouvoir autoritaire du Togo fera de ces mesures exceptionnelles. »

Plusieurs mois après la présidentielle du 22 février alors qu'il y a de moins en moins de Conseil des ministres, une nouvelle équipe gouvernementale est-elle envisageable ? « Le Covid-19 est une raison, consent un officiel au palais de la présidence, mais pas nécessairement un lien de cause à effet. »

SENEGAL :

Au Sénégal, le long chemin vers l'autosuffisance en riz

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/09/17/au-senegal-le-long-chemin-vers-l-autosuffisance-en-riz_6052631_3212.html

Par Salma Niasse Ba, 17/09/2020

Depuis les émeutes de la faim en 2008, la question de la souveraineté alimentaire fait régulièrement surface, mais de nombreux défis restent à relever pour doper la filière rizicole.

Chargé à bloc, le camion peine à se frayer un chemin. En cette saison des pluies au [Sénégal](#), toute manœuvre est périlleuse et il faudra l'aide de plusieurs manutentionnaires pour franchir les passages les plus difficiles de la piste boueuse. L'embourbement évité de justesse, le camion accède à l'entreprise de transformation de riz Aïssatou Gaye, à Ross Béthio, à 50 km au nord-est de Saint-Louis. Très vite, le personnel est à pied d'œuvre pour décharger les sacs dans l'entrepôt déjà partiellement rempli par la première récolte de l'année en attendant celle de la saison sèche, achevée tardivement fin août.

Si cette livraison laisse croire que la production de riz local est enfin au rendez-vous, les chiffres, eux, traduisent une autre réalité. Malgré plus de 300 000 tonnes de riz paddy (non décortiqué) récoltées dans le nord du Sénégal durant cette première campagne, l'autosuffisance semble encore lointaine. Pour que chacun des 16 millions d'habitants puisse consommer ses 80 kg de riz annuels, le Sénégal n'a pour l'heure pas d'autre choix que d'importer massivement. Ainsi, « sur les 110 000 tonnes de riz redistribuées aux ménages les plus vulnérables au printemps, l'écrasante majorité provenait de l'extérieur », renseigne le directeur du commerce intérieur, Ousmane Mbaye, qui précise que les importations avoisinent les 100 000 tonnes chaque mois.

Cette année, le pays a craint la catastrophe... En effet, alors que les émeutes de la faim de 2008 suscitées par la hausse des cours mondiaux du riz sont encore dans toutes les têtes, un arrêt momentané des exportations asiatiques, au cœur de la crise sanitaire, a fait redouter un manque de cette nourriture de base sur les étals. Ce qui a illico relancé le débat sur la souveraineté alimentaire en ceeb (« riz » en wolof), un sujet présent dans les promesses électorales de Macky Sall en 2012, mais un peu oublié depuis.

Problèmes d'accès au crédit

Même si le ministre de l'agriculture, Moussa Baldé, rappelle au Monde Afrique que le secteur connaît « une croissance dynamique, puisque l'année dernière nous avons produit environ 1 million de tonnes de riz paddy », il reconnaît qu'un coup d'accélérateur a été mis ce printemps et qu'avec la pandémie, le chef de l'Etat lui a demandé « de mettre à jour le programme pour accéder à la souveraineté alimentaire dans les meilleurs délais ».

Le sujet réapparaît régulièrement dans l'agenda politique. Président en 2008, Abdoulaye Wade avait lancé la Grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance (Goana) sans enregistrer de gros succès avant son départ en 2012. La production de riz blanc n'excédait pas alors les 400 000 tonnes, soit moins du tiers des besoins. Son successeur, Macky Sall, a maintenu l'objectif. Et s'il a mis la priorité sur le riz, promettant de « couvrir intégralement, à l'horizon 2017, la demande nationale en riz blanc de bonne qualité, estimée à 1,08 million de tonnes, soit 1,6 million de tonnes de paddy », il a reculé l'objectif à l'année 2019... sans parvenir à l'atteindre.

Pourtant, la surface des terres cultivées a augmenté. Entre 2012 et 2019, le nord du Sénégal a enregistré 20 000 hectares plantés supplémentaires (pour atteindre 73 000 hectares), selon la Société nationale d'aménagement et d'exploitation des terres du delta du fleuve Sénégal (SAED). Mais ces champs ne produisent pas les 600 000 tonnes prévues dans le plan, parce que la double culture n'y est pas encore effective. Avec des semis qui doivent se faire entre février et mars mais qui se poursuivent certaines années jusqu'en avril, la récolte de la première campagne annuelle se fait trop tardivement et affecte la seconde campagne d'hivernage.

Chez certains producteurs, on pointe aussi les problèmes d'accès au crédit. « Nous prêtons chaque année 9 milliards de francs CFA [13,7 millions d'euros] uniquement pour la production et nous finançons également la mécanisation agricole », se défend Massaer Diop, chef du réseau nord de la Banque agricole, la seule qui accompagne ce secteur à risque : « Pour faire face à la crise du coronavirus, nous avons quasiment doublé les crédits, puisque pour la campagne d'hivernage, nous passons de 3 à 5,6 milliards de francs CFA cette année, et ce sans aucune garantie en contrepartie ». En 2014, l'Etat avait remboursé la dette des producteurs à hauteur de 13 milliards de francs CFA pour leur réintégration dans le circuit bancaire.

Efforts de mécanisation agricole

Malgré ce geste, le remboursement des prêts octroyés pose encore problème aux cultivateurs. « Il est difficile de s'acquitter de ses dettes lorsqu'on produit du riz à perte », s'exclame Samba Diop, dont les champs se trouvent au cœur du Programme de promotion du partenariat rizicole dans le delta du fleuve Sénégal (3PRD) : « Dans notre périmètre, les terres ont été mal aménagées, le sol n'est pas au même niveau, les canaux de drainage sont bouchés. Et pour couronner le tout, le prix d'achat de notre riz paddy [130 000 francs CFA la tonne, soit près de 200 euros] est beaucoup trop bas. »

Les producteurs réclament une subvention de l'Etat pour augmenter leur prix de revient. « Aujourd'hui, l'Etat subventionne le marché des intrants. Or il faut libéraliser ce secteur

parce que les producteurs n'en ressentent pas les effets. Cette subvention devrait revenir à la production, c'est ce qui va booster le secteur », estime Ibrahima Sall, pionnier

A la SAED, on se veut optimiste malgré les nombreux défis qui restent à relever. « Il y a un meilleur service d'eau et beaucoup d'efforts ont été faits sur le matériel agricole », confie Aboubacry Sow, le directeur, mettant en avant un taux de satisfaction de 60 % pour les tracteurs et de 45 % pour les moissonneuses batteuses. De fait, à l'entrée de Ross Béthio, un terrain vague appelé « cimetière des tracteurs » accueille les anciens véhicules inadaptés aux réalités locales, témoignant du chemin déjà parcouru en matière de mécanisation agricole.

BURKINA FASO :

Burkina Faso : Des "Gilets verts" se dressent contre les spéculations foncières

<https://afrimag.net/burkina-faso-gilets-verts-dressent-contre-speculations/>

Par DRISSA TRAORÉ 17/09/2020

Les spéculations foncières sont une bombe à retardement au Burkina Faso. C'est l'alerte donnée par un mouvement citoyen dénommé "Gilets verts". Ce mouvement qui s'attaque aux problèmes du foncier urbain et rural au pays des hommes intègres, vient de donner de la voix : «Le foncier risque d'entraîner le Burkina dans le gouffre».

Envolée vertigineuse des prix des parcelles, vente anarchique des terres aux promoteurs immobiliers, les prix hallucinants des logements locatifs et la difficulté d'accéder à des logements sociaux de qualité et à moindre coût. Les gilets verts dénoncent, en effet, la mauvaise gestion du foncier au Burkina Faso dont l'ampleur a dû amener l'Assemblée nationale à y voir clair à travers une enquête parlementaire. Le rapport d'enquête a révélé des malversations dans l'attribution entre 1995 et 2015, de près de 105 000 parcelles dans 15 localités du pays. Sur 400 000 parcelles recensées à Ouagadougou, 200 000 ne sont pas mises en valeur. Ce rapport indique aussi que sur 268 sociétés immobilières que compte le Burkina, moins d'une dizaine est en règle. Encore pis, ces sociétés immobilières doivent à l'Etat burkinabè plus de 16 milliards de F CFA.

De quoi amener les "Gilets verts" à s'indigner face à « un phénomène devenu commerce lucratif pour certaines personnes sans sentiments et avides d'argent » (sic), eu égard à la prolifération incontrôlée des agences immobilières. Et non sans déplorer la démission de l'Etat qui laisse « croire que les habitants sont laissés à eux-mêmes sans grande protection au milieu de cette jungle ». Pour les leaders du mouvement, il est temps que le gouvernement veille à l'application des lois encadrant la promotion du foncier.

BENIN :

Bénin : environ 120.000 tonnes d'amandes de karité exportés lors de la campagne 2019-2020

http://french.xinhuanet.com/afrique/2020-09/18/c_139377245.htm 18/09/2020

COTONOU, 17 septembre (Xinhua) -- Le Bénin a exporté environ 120.082 tonnes d'amandes de karité avec une recette estimée à 26.418.040.000 FCFA, soit environ 47,6 millions de dollars américains, lors de la campagne de commercialisation 2019-2020, a appris jeudi Xinhua à Cotonou, auprès du ministère béninois de l'Industrie et du Commerce.

Selon une note de la ministre béninois de l'Industrie et du Commerce, Alimatou Shadiya Assouman, outre les amandes, le Bénin a également exporté, lors de cette campagne, 162,8 tonnes de beurre de karité pour une recette de 142.450.000 FCFA, soit environ 256 573 dollars américains.

"Le karité est une filière intégrée qui a un fort potentiel de création de valeur ajoutée en même temps qu'elle emploie un grand nombre de femmes économiquement vulnérables" , a-t-elle

souligné.

Selon les données statistiques agricoles réalisées par le ministère béninois de l'Agriculture, la production artisanale des noix de karité a nettement progressé au Bénin, allant de 169.000 tonnes en 1961 à plus d'un million de tonnes à nos jours.

"Cette augmentation du volume de production est due à l'évolution des superficies plantées ou entretenues qui sont passées de 85.000 hectares en 1961 à près de 500.000 hectares à nos jours", révèlent les mêmes données agricoles.

NIGERIA :

Nigeria: 11 villageois tués dans le nord-est par des jihadistes

<https://www.rti.ci/info/afrique/27714/nigeria-11-villageois-tues-dans-le-nord-est-par-des-jihadistes>
18/09/2020

Des jihadistes ont attaqué mardi deux villages de l'Etat de Borno, épice de l'insurrection islamiste au Nigeria, tuant 11 habitants, a-t-on appris mercredi de source sécuritaire.

Des combattants motorisés affiliés selon ces sources à l'Etat Islamique en Afrique de l'Ouest (Iswap) ont ouvert le feu sur des habitants de Wasaram et de Auno.

"Nous avons retrouvé les corps de onze personnes après ces deux attaques", a déclaré à l'AFP Ibrahim Liman, chef d'une milice locale pro-gouvernement.

Les jihadistes s'en sont pris aux habitants de Wasaram, à 90 km de la capitale régionale Maiduguri, parce qu'ils les soupçonnaient d'avoir informé l'armée de leurs mouvements, alors qu'ils s'apprêtaient à attaquer le marché hebdomadaire de la ville voisine de Ngambu, a-t-il ajouté.

Des soldats nigériens ont alors intercepté les combattants islamistes et les ont forcé à battre en retraite, selon un autre milicien, Umar Ari.

"Ils (les jihadistes) ont attaqué le village sur la route du retour", a-t-il précisé.

Plus tôt dans la journée, des combattants de l'Iswap avaient tué trois fermiers travaillant aux champs près du village d'Auno, à 65 km de là, ont ajouté les deux miliciens.

Par ailleurs, huit personnes ont été blessées tard mardi, lorsque des membres de Boko Haram ont attaqué un convoi civil, escorté par des militaires, près de la ville de Banki, à proximité de la frontière camerounaise, a-t-on appris de source sécuritaire.

"Quatre des victimes ont été transportées dans un hôpital à Mora, au Cameroun, en raison de la gravité de leurs blessures", a précisé cette source, qui a requis l'anonymat.

L'insurrection de Boko Haram est née en 2009 dans le Nord-Est du Nigeria avant de se propager dans les pays voisins, au Cameroun, au Niger et au Tchad. Depuis cette date, plus de 36.000 personnes (principalement au Nigeria) ont été tuées, et 3 millions ont dû fuir leur domicile, selon l'ONU.

En 2016, le groupe s'est scindé en deux branches: la faction dirigée par son chef historique, Abubakar Shekau, et l'Iswap, affilié au groupe Etat islamique (EI).

NIGER :

Niger : un « Plan Marshall » comme solution pour lutter contre les inondations

<https://www.afrik.com/niger-un-plan-marshall-comme-solution-pour-lutter-contre-les-inondations>
Par [Francis Ahlé](#), 18/09/2020

Les récentes inondations qu'a connu le Niger n'ont pas manqué d'occasionner de nombreux dégâts. Pour y faire face, le gouvernement a décidé de mettre en branle le "Plan Marshall". Il s'agit de 372 milliards FCFA dont 10 seront directement octroyés par l'Etat nigérien.

Au Niger, les inondations ont eu des conséquences désastreuses cette année. Plus de 71 personnes en sont mortes, 32 959 maisons ont été détruites et plus de 350 915 personnes ont été sinistrées. Les cultures n'ont pas non plus été épargnées par ces terribles inondations qui ont détruit plus de 9 000 hectares. C'est presque une catastrophe humanitaire qui requiert le « Plan Marshall », puisque ces inondations ont affecté quelques 714 villages et quartiers dans 8 régions du Niger.

Un arsenal de mesures contre les inondations

Vue la gravité de la situation, les autorités nigériennes en ont d'abord appelé à la solidarité nationale à l'endroit des victimes. Viennent ensuite des mesures d'urgence qui consistent entre autres à reloger les familles sinistrées sur l'ensemble du territoire national. Au besoin, des logements seront réquisitionnés tout comme l'activation des différents comités en charge de la gestion des épidémies. De plus, cette gestion des inondations sera renforcée par une redirection de plusieurs financements de projets de la Coopération allemande.

Quant au plan de réponse en lui-même, il comporte de nombreux aspects dont un ensemble de mesures structurelles. De nombreuses digues de la capitale seront assainies afin de permettre un meilleur écoulement des eaux. Au-delà du lourd bilan de ces inondations et des maladies qu'elles occasionnent, les Nigériens doivent également faire face à des invasions de reptiles dans leurs maisons. Ils sont charriés par le fleuve Niger. Cela rajoute encore une couche supplémentaire à l'urgence de la situation et les autorités doivent faire le maximum pour venir en aide aux populations.

GHANA :

Le Ghana connaît sa pire récession depuis 37 ans

<https://www.financialafrik.com/2020/09/17/le-ghana-connaît-sa-pire-recession-depuis-37-ans/>

Par [Ibrahima jr Dia](#), 17/09/2020

Secouée par la pandémie du coronavirus, l'économie ghanéenne s'est contractée de 3,2% sur un an au deuxième trimestre 2020, une première depuis 37 ans (1983), a annoncé mercredi 16 septembre, le Service national des statistiques (GSS).

Samuel Kobina Annim, statisticien en chef, a soutenu que pour la première fois en 37 ans, l'économie du Ghana a connu une contraction de 3,2%, contre un taux de croissance de 5,7% au même trimestre en 2019. Le confinement de trois semaines imposé par le gouvernement en mars derniers pour limiter la vitesse de propagation du virus, a significativement impacté l'économie du pays. De nombreuses entreprises ont fermé boutique, entraînant des conséquences sans précédent sur l'économie du premier producteur d'or en Afrique.

Même après la levée de la restriction, la situation a perduré, plusieurs entreprises se séparant de leurs employés. Ce qui a eu pour conséquence d'augmenter le taux de chômage. Selon les statistiques officielles, l'économie devrait croître à son rythme le plus lent en 40 ans, à environ 0,9 % cette année, contre une prévision précédente de 6,8%.

Ces mauvais chiffres sont publiés à quelques semaines des présidentielles qui verront le président sortant Nana Akufo-Addo, du parti New Patriotic Party (NPP) faire face, le 7 décembre, au rival du National Democratic Congress (NDC) de John Mahama, son prédécesseur est challenger.

GAMBIA :

The Gambia Will Participate In Global Action Against Waste Amidst The Pandemic COVID19

<https://www.voicegambia.com/2020/09/18/the-gambia-will-participate-in-global-action-against-waste-amidst-the-pandemic-covid19/> 2020/09/18

On Saturday, 19th September 2020, earmarks as the World Cleanup Day, millions of people in over 185 countries will stand up against global waste pollution by cleaning up community neighborhoods, parks, and beaches. Thousands of communities will act together as one, creating a power “green wave” of cleanups spanning from New Zealand to Hawaii and lasting for 36 hours. World Cleanup Day is organized by Let’s Do It World (LDIW) – a global movement that supports and connects a new generation of community leaders, who are ready to act together to find lasting solution for the waste predicament in their countries.

Hosted by Household Disaster Resilience Project (HELP Gambia), Let’s Do It Gambia, public and private sector partners, CSOs and individual citizens will participate in cleansing trash scattered in public places, neighborhoods, beaches etc. The annual global civic action against trash, Let’s Do It Gambia taking part for the second time inspires thousands of volunteers across the length and breadth of the country. The volunteers are excited about participating in cleansing their immediate and biophysical environment. As we approach the exercise with overwhelming enthusiasm, the Country Leader of The Gambia, Dr. Nfamara K. Dampha says: “World Cleanup is a great and humanitarian endeavor – for our environment, our lives, of generations to come – and we’re excited to be part of the initiative. Our neighborhoods are our homes; our homes are our comfort spaces, due to COVID19, this year’s World Clean Day will be, led by Neighborhood Coordinators (NCs) with the support of volunteers mainly held in neighborhoods to achieve and maintain unpolluted and trash free communities.”

The overall goal of World cleanup Day is not only to pick up waste, but also to raise awareness on the severity of global climate crisis, drive behavior changes, and encourage Governments, Local Government Authorities, companies, organizations and communities to adopt more sustainable environmental policies and programmes.

To be part of The Gambia’s World Cleanup Day efforts, our regional networks are in all the regions and will participate in cleansing their respective neighborhoods. Join them or do your own cleansing in your own locality.

Conscious of this year’s reality, COVID19 pandemic, we strongly recommend and emphasize that, all who wish to participate in the cleanup should religiously adhere to Ministry of Health (MOH) and World Health Organization (WHO) COVID19 prevention guidelines to protect ourselves, our fellow volunteers and other people in our communities from the pandemic as we go head-on against trash.

**** AFRIQUE CENTRAL ****

TCHAD :

Tchad : la CTDDH exige la démission de Djimet Arabi, ministre de la justice

<https://tchadinfos.com/politique/tchad-la-ctddh-exige-la-demission-de-djimet-arabi-ministre-de-la-justice/>

Par [Cynthia Nguena Oundoum](#), 18/09/2020

JUSTICE – A travers un communiqué de presse signé le 17 septembre, la CTDDH (Convention tchadienne pour la défense des droits de l’homme) se dit consternée par le scandale qui a eu lieu au palais de la justice. Elle appelle le ministre de la justice, Djimet Arabi à la démission.

L’enlèvement du colonel Abdoulaye Ahmat Haroun ce 17 septembre au palais de la justice par les membres de sa famille après sa condamnation à 05 ans d’emprisonnement ferme, ne cesse de faire couler d’encre. La Convention tchadienne de défense des droits de l’homme (CTDDH) se dit sidérée par cet acte.

Selon la CTDDH, ceci témoigne du privilège accordé à un certain nombre de citoyens tchadiens au détriment des autres. « Une fois de plus, la preuve est faite qu’au Tchad, il existe des citoyens intouchables. Et une majorité d’autres citoyens de seconde zone,» mentionne le communiqué. Cet acte traduit une absence d’autorité de l’Etat et l’enterrement définitif de ce que représente la justice tchadienne, poursuit la CTDDH.

Sur ce, la CTDDH condamne cet énième défi à ce qui reste de l’autorité de l’Etat et « exige la démission immédiate du ministre de la justice ». Elle exige par ailleurs l’arrestation du colonel Abdoulaye Ahmat Haroun et celle des personnes ayant orchestré cette extirpation.

CENTRAFRIQUE :

Incertitudes sur la tenue de la présidentielle fin décembre en Centrafrique

<https://www.voaafric.com/a/incertitudes-sur-la-tenue-de-la-pr%C3%A9sidentielle-fin-d%C3%A9cembre-en-centrafrique/5588503.html> 18/09/2020

A moins de quatre mois des élections présidentielle et législatives, c'est l'incertitude en Centrafrique: la guerre civile entamée en 2013, même de basse intensité, sévit toujours, les tensions politiques s'avivent et l'organisation du scrutin prévu le 27 décembre a pris du retard.

Le président Faustin Archange Touadera devrait, en toute logique, briguer un second mandat mais doit composer avec le retour en force de François Bozizé, le chef de l'Etat renversé en 2013 à l'issue d'un putsch de milices à majorité musulmane coalisées au sein de la Séléka. M. Bozizé a annoncé sa candidature.

La question est aussi de savoir si on peut tenir des élections crédibles dans un pays encore aux deux tiers aux mains de groupes armés rebelles, qui risquent de monnayer au prix fort leurs soutiens aux candidats, ou d'empêcher le vote sur de larges portions du territoire.

Pourquoi ce retard du calendrier électoral ?

L'enrôlement des quelque deux millions d'électeurs -sur environ 4,7 millions de Centrafricains- doit

s'achever le 27 septembre selon la Constitution. Mais il a fallu attendre juillet pour que le Parlement vote enfin la mise en place de l'Autorité nationale des élections (ANE) pourtant prévue début 2019. Le travail des agents de l'ANE pour enregistrer les électeurs a été aussitôt perturbé par les violences sporadiques et des difficultés logistiques. "On est restés coincés une semaine en province, et il a fallu payer avec notre salaire pour rentrer à Bangui", témoigne l'un d'eux sous couvert de l'anonymat.

L'ANE a finalement reconnu l'impossibilité de tenir le calendrier prévu par la Constitution et demandé récemment un "délai technique" pour repousser la date-butoir du 27 septembre au 8 octobre pour l'enrôlement. C'est ce délai qui cristallise aujourd'hui les tensions.

Le 27 septembre, "c'est le délai maximal possible sans être obligé de repousser les élections", rappelle Hans de Marie Heungoup, expert de la Centrafrique à l'International crisis group (ICG). Si le "délai technique" est accordé, le premier tour peut en théorie avoir lieu le 27 décembre, ce que veut le camp Touadéra. S'il est rejeté, il faudra envisager un report des scrutins. C'est l'Assemblée nationale qui doit voter ou non le "délai technique" mais elle n'a été convoquée que vendredi et a jusqu'au 23 septembre pour le faire.

Un report des scrutins est-il possible ?

La Cour constitutionnelle a exclu en juin toute prolongation du mandat du chef de l'Etat, qui prend fin le 30 mars 2021. Si le scrutin ne peut avoir lieu dans les temps, la Cour a évoqué la nécessité d'une "concertation nationale" incluant notamment l'opposition pour décider de la suite: un pouvoir de transition négocié entre M. Touadéra et ses adversaires, interprètent les juristes.

"Il sera très difficile de trouver un consensus", juge Hans de Marie Heungoup.

Le dépôt officiel des candidatures n'est pas encore ouvert mais une dizaine de personnes ont déjà annoncé leur intention de se présenter à la présidentielle.

La Coalition de l'opposition démocratique (cod2020), qui réunit les principaux partis opposés à M. Touadéra, a accusé jeudi le pouvoir de vouloir "bâcler les élections" et estimé que l'ANE "ne peut organiser de scrutins crédibles dans les délais constitutionnels".

"Nous ne comprenons pas cet acharnement à vouloir tenir un calendrier à tout prix. Nous voterons contre ce projet de loi", avertit Christian Guenebem, directeur de campagne de François Bozizé.

Or, la majorité présidentielle est fragile: elle a déjà essuyé un revers récemment lors d'un vote concernant l'ANE. Ce qui laisse présager une âpre bataille parlementaire sur le "délai technique" avec le report des élections en toile de fond.

Des élections sous la coupe des groupes rebelles ?

Agents recenseurs kidnappés, communes interdites d'accès... Les opérations électorales restent soumises au bon vouloir des milices, qui tiennent les deux tiers du territoire.

Malgré la signature d'un accord de paix entre le gouvernement et 14 groupes armés en février 2019, les civils sont toujours en proie aux exactions et crimes des miliciens.

Le gouvernement a activé lundi le "plan de sécurisation du processus électoral" avec l'aide des Casques bleus de la Minusca, mais cette mission des Nations unies en Centrafrique n'a jamais pu empêcher les milices de sévir sur la majorité du territoire.

L'opposition fustige la proximité de groupes armés avec le pouvoir de M. Touadéra qui, selon elle, fait preuve de beaucoup de mansuétude à l'égard de certains chefs de guerre.

L'opposition n'est pas non plus épargnée par ces accusations: le parti Kwa Na Kwa (KNK) de M. Bozizé est réputé proche des milices chrétiennes anti-balaka, formées en 2013 pour combattre la Séléka et, comme cette dernière, accusées de crimes de guerre en 2015 par l'ONU.

M. Bozizé cristallise les inquiétudes du camp Touadéra, qui redoute un éventuel coup de force en cas de contestation électorale.

CAMEROUN :

Au Cameroun, à l'ombre du Covid-19, le choléra, la rougeole et le paludisme continuent de tuer https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/09/17/au-cameroun-a-l-ombre-du-covid-19-le-cholera-la-rougeole-et-le-paludisme-continuent-de-tuer_6052578_3212.html

Par [Josiane Kouagheu](#), 17/09/2020

Depuis le début de l'année, ces trois épidémies ont fait plus de 1 130 morts. Certains malades refusent d'aller à l'hôpital par peur d'y être contaminés par le coronavirus.

Un après-midi de juillet, une forte fièvre et de violents maux de tête conduisent Abdoulaye dans un centre de santé de Douala. Très vite, le médecin recommande un test de dépistage du Covid-19, estimant que ce patient âgé de 20 ans en présente « tous les signes ». Apeuré, Abdoulaye s'enfuit de l'hôpital malgré les mises en garde du corps médical et les tentatives du vigile de lui barrer la route. « Ce n'était pas le coronavirus, jure-t-il aujourd'hui. J'avais le paludisme. Je suis allé à l'hôpital parce que la fièvre était élevée, mais ils ont réalisé un faux diagnostic. Je n'irai plus là-bas. » A ses côtés, sa voisine Aïcha, vendeuse de haricots de farine, a pris la même décision : tant que le coronavirus sévira au Cameroun, elle ne mettra plus les pieds dans un établissement hospitalier. Comme Abdoulaye, elle dit avoir eu de la fièvre et s'être soignée toute seule, avec les médicaments du « poteau » (de la rue).

Avec quelque 20 300 cas confirmés et 415 morts au 17 septembre, le Cameroun est le pays le plus touché par la pandémie en Afrique centrale. Craignant de se faire contaminer, de nombreux Camerounais se sont tenus à l'écart des centres hospitaliers, plus particulièrement des hôpitaux publics. Avec des conséquences parfois dramatiques. Ainsi, des épidémies telles que le choléra, la rougeole et le paludisme ont déjà fait, depuis le début de l'année, plus de 1 130 morts, soit plus du double que le Covid-19.

La dangerosité du choléra « minimisée »

Léonard Djomo est assis devant une maison en planches, l'air pensif. Il y a quelques semaines, l'un des jeunes locataires du domicile est décédé des suites du choléra. Il était vendeur ambulancier de mouchoirs et a été pris de vomissements et de diarrhées à 10 heures du matin, mais ce n'est qu'à minuit que sa famille l'a conduit à l'hôpital. Il était déjà trop tard. « Ils redoutaient d'y aller à cause du coronavirus. Ils l'ont soigné à la maison et ce n'est qu'à l'article de la mort qu'ils ont pris peur, regrette Léonard. Une autre femme est décédée du choléra dans ce quartier. »

D'après la docteure Linda Ezzo, sous-directrice de la lutte contre les épidémies et les pandémies au ministère de la santé publique, depuis le début de l'année, 1 550 cas de choléra ont été recensés et 69 personnes en sont mortes. Un chiffre légèrement supérieur aux 66 décès enregistrés sur la même période en 2019. Cette maladie fait, depuis de nombreuses décennies, des ravages dans le pays. Malgré les multiples promesses gouvernementales, des millions de Camerounais n'ont toujours pas accès à l'eau potable et vivent dans l'insalubrité et la promiscuité. Avec les inondations qui touchent actuellement le nord du pays et ont frappé Douala fin août, les autorités sanitaires craignent le pire. « La principale difficulté réside dans la mobilisation des ressources tant humaines, matérielles que financières pour la gestion de ces autres situations d'urgence, étant donné que toutes les énergies sont concentrées dans la lutte contre la pandémie » de Covid-19, souligne Linda Ezzo, précisant que certains malades ont été à la fois infectés par le choléra et le coronavirus.

Pour tenter de limiter les dégâts, il a fallu multiplier les actions de sensibilisation. Un travail d'autant plus nécessaire que de nombreux Camerounais ne croient toujours pas à l'existence du coronavirus et « minimisent » la dangerosité du choléra, comme l'a constaté Baba Zenabou, agente communautaire à New Bell, un quartier de Douala et l'un des districts les plus touchés par le choléra au Cameroun. Lors de ses tournées, cette mère de famille a rencontré des personnes qui réclamaient de l'argent pour se faire vacciner contre le choléra et d'autres qui refusaient tout simplement à cause des préjugés.

Le paludisme, première cause de mortalité

Cette défiance affecte également la lutte contre la rougeole. Selon l'épidémiologiste Gisèle Efouba,

si la pandémie liée au coronavirus a contribué à une « réticence des parents et des enfants à fréquenter les services de vaccination », la désinformation et les rumeurs qui circulent contre la vaccination ont également joué un rôle non négligeable. « Depuis le début de l'année, 143 781 enfants n'ont pas reçu leur première dose de vaccin contre la rougeole et la rubéole », s'alarme-t-elle. Selon son décompte, 1 427 cas confirmés de rougeole ont été enregistrés dans huit des dix régions du pays (contre 1 040 l'an dernier sur la même période), pour treize décès. Au Centre médical islamique de l'Union, Amsetou Ndomi constate chaque vendredi, jour de vaccination, la désaffection des patients. Le taux de fréquentation a baissé, passant d'environ 400 personnes par semaine avant la pandémie à 300 voire moins aujourd'hui. Amsetou Ndomi craint aussi que de nombreux malades du paludisme, première cause de mortalité au Cameroun, n'aient recours à l'automédication, comme Abdoulaye et Aïcha. Entre janvier et mai, cette maladie a causé la mort de plus de 1 000 personnes, d'après le Programme national de lutte contre le paludisme, cité par le quotidien camerounais Mutations. De quoi pousser Amsetou Ndomi et ses collègues à repartir visiter les familles pour les « sensibiliser à se rendre à l'hôpital lorsqu'elles sont malades ».

Cameroun: l'opposant Kamto appelle à des manifestations mardi

<https://www.rtl.be/info/monde/international/cameroun-l-opposant-kamto-appelle-a-des-manifestations-mardi-1245288.aspx>

Agence Belga , publié le 18 septembre 2020 à 23h03

(Belga) Maurice Kamto, principal opposant politique au président camerounais Paul Biya, a appelé vendredi avec d'autres opposants "les Camerounais à sortir très nombreux" mardi, réclamant un cessez-le-feu dans les régions anglophones et la réforme du système électoral.

Si ces "deux objectifs républicains ne sont pas satisfaits" après des marches pacifiques organisées mardi 22 septembre, les co-signataires de ce communiqué affirment que d'autres "manifestations pacifiques appelant au départ de M. Paul Biya seront organisées". M. Kamto, qui était officiellement arrivé deuxième à la présidentielle de 2018, avait été arrêté en janvier 2019 à l'issue d'une marche contestant le résultat du scrutin. Il avait été libéré par M. Biya neuf mois plus tard, après une forte mobilisation internationale. Fin août, l'opposant avait menacé d'organiser des manifestations si le président Biya, au pouvoir depuis 1982, organisait des élections régionales, réclamant notamment que le conflit indépendantiste dans les zones anglophones soit réglé. Dans les deux régions à majorité anglophone du Cameroun, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, l'armée affronte des indépendantistes depuis 2017, et les deux camps sont accusés d'exactions contre des civils. Mais le chef de l'Etat avait annoncé la tenue de ces élections pour le 6 décembre. "Un certain nombre de dispositions légales seront immédiatement activées au cas où des politiciens (...) oseraient poser la moindre action visant à perturber l'organisation du scrutin", avait prévenu dès le 15 septembre le ministre de l'administration territoriale, Paul Atanga Nji. (Belga)

CONGO BRAZZA :

Congo: Les oubliés de l'eau potable

<https://lesechos-congobrazza.com/societe/7284-congo-les-oublies-de-l-eau-potable>

Par Germaine MAPANGA, 10/09/2020

Les populations de Moungoundou-sud dans le Niari sont toujours en attente de l'électrification de leur ville et de son adduction en eau potable.

« Nous sommes une ville d'environ 5000 habitants. Alors nous ne comprenons pas pourquoi les autorités ne mettent pas tout en œuvre pour nous sortir de l'obscurité et mettre fin à notre calvaire de

consommation d'eau de puits et de marigot, sources de nombreuses maladies », nous a confié un chef de quartier.

« Non seulement on n'a pas le courant mais encore nous devons chaque jour parcourir 1 à 2 kilomètres pour aller chercher de l'eau qui n'est pas propre. Et en saison sèche ça devient terrible. Aidez-nous à vivre mieux heureuses », a-t-il ajouté.

Moungoundou-sud à l'instar de nombreuses villes du Congo-Brazzaville en développement, ne cesse de s'étendre. Sa population est de plus en plus croissante, les quartiers précaires aussi. Les besoins en eau des populations sont grandissants.

La compagnie nationale d'électricité E2C prouve de plus en plus son incapacité à répondre aux besoins des populations.

La passivité de l'Etat couplé à l'extrême pauvreté ont conduit les populations à la mise en place des puits, les sources et les cours d'eau pour leurs besoins élémentaires.

Par conséquent les habitants consomment de l'eau souillée au détriment de leur santé. Cette situation est connue dans de nombreuses villes congolaises.

En effet, pour le Congo dont le régime de pluie est important, la production d'eau potable est pourtant insuffisante pour satisfaire la demande. Avoir de l'eau potable est devenue un luxe.

Vétusté des infrastructures, défaillances dans la gestion et le suivi de l'exploitation des ouvrages, insuffisances dans l'entretien des machines, difficultés d'acquisition de nouveaux outils de production et de distribution, forte croissance de la population urbaine, tels sont les principales causes auxquelles il faut trouver des solutions.

UNION AFRICAINE :

Mali: L'Union Africaine maintient la pression pour une transition menée par un civil

<https://businessactuality.com/mali-lunion-africaine-maintient-la-pression-pour-une-transition-menee-par-un-civil/> 18/09/2020

Le Conseil paix et sécurité de l'Union africaine s'est réuni par visio-conférence jeudi 17 septembre et tout comme la CEDEAO mardi, l'organisation continue de réclamer que la transition au Mali soit dirigée par un civil.

L'Union Africaine sur les pas de la CEDEAO au Mali

Pour une « transition rapide menée par un civil » et un « retour à l'ordre constitutionnel ». C'est l'appel lancé jeudi par le président du Conseil paix et sécurité de l'Union africaine, Ismaël Chergui, à l'issue de la réunion. Le 19 août dernier, l'Union Africaine avait suspendu le Mali de

l'organisation au lendemain du coup d'État. Elle maintient donc sa ligne et emboîte le pas à la CEDEAO: oui à une transition de 18 mois, mais **non à un président militaire**.

« Il s'agit de ne pas laisser penser qu'un coup d'État est une méthode acceptable. Les chefs d'Etat ont peur de la contagion », indique un diplomate africain et c'est ce qui expliquerait « leur mobilisation extraordinaire » selon lui.

Que se passera-t-il si la junte ignore ces pressions ? « Nous nous interrogeons », confie une source à l'Union africaine. Cette source veut croire toutefois que les militaires – en insistant jeudi en conférence de presse sur le risque d'un « embargo total » brandit par les pays de la CEDEAO – ont voulu « préparer le terrain pour in fine se ranger derrière les exigences » de l'organisation sous-régionale. Et que donc la junte acceptera de revoir sa copie avant mardi prochain, le nouveau délai fixé par la CEDEAO pour faire le point avant une nouvelle visite à Bamako du médiateur Goodluck Jonathan, attendu en début de semaine.

L'Union africaine se félicite par ailleurs de la libération de l'ex-président Ibrahim Boubacar Keïta, mais continue de réclamer **la libération des autres personnalités** toujours détenues par la junte.

CHINA :

Xinjiang: China defends 'education' camps

<https://www.bbc.com/news/world-asia-china-54195325> 2020/09/17

China has defended its controversial policies in the Xinjiang region, just days after the US government announced import restrictions on products coming out of the area. Beijing has come under fire for a network of detention centres which mostly house Muslim minorities. But a new document says millions of workers have benefited from "education and vocational training".

The US has likened the centres to concentration camps.

It has placed sanctions on Chinese politicians allegedly involved and earlier this week blocked some exports it said had been made with "forced labour". A new Chinese government white paper, _____

however, says "vocational training" is increasing job opportunities and combating poverty. "Xinjiang has built a large knowledge-based, skilled and innovative workforce that meets the requirements of the new era," the report reads.

It says the training provided includes written and spoken Mandarin, labour skills and "knowledge of urban life". The report says people from rural areas have started their own businesses or got jobs in factories after receiving state support.

Uighur model sends rare video from Chinese detention

China's hidden camps

Uighurs 'detained for beards and veils' – leak

China has long insisted that mass "vocational education and training" is necessary in far-western Xinjiang to counter terrorism and alleviate poverty.

But human rights groups have said at least one million people have been incarcerated in camps which they describe as "re-education" centres.

The Chinese report said that 1.3 million people had been through Xinjiang's "vocational training" scheme annually for six years. It's not clear how many of those "retrained" were sent to the specially built camps or if any of them went through the programme twice.

But in total nearly eight million people out of a population of 22 million could have been through the programme, the new figures suggest.

On Wednesday, Swedish clothing giant H&M said it was severing ties with a Chinese yarn producer amid accusations that the company was using "slave labour" from Xinjiang.

The US measures announced on Monday target four companies and one manufacturing site.

They fall short of the region-wide ban that had been considered, officials said. However, they were still exploring that possibility.

"These extraordinary human rights violations demand an extraordinary response," Kenneth Cuccinelli, the Department of Homeland Security's acting secretary told reporters at the time. "This is modern-day slavery."

China hit back at the US over the block on exports. A foreign ministry spokesperson said accusations of forced labour had been fabricated by Western countries.

USA :

USA 2020-Un juge suspend la réforme de la Poste américaine

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/USA-2020-Un-juge-suspend-la-reforme-de-la-Poste-americaine--31316894/> 17/09/2020

WASHINGTON, 17 septembre (Reuters) - Un juge fédéral américain a temporairement bloqué un projet de réorganisation de l'US Postal Service qui menace, selon la plainte déposée par 14 États, le déroulement de l'élection présidentielle du 3 novembre aux États-Unis.

Le juge de district Stanley Bastian, basé à Yakima, dans l'État de Washington, a accordé l'injonction préliminaire réclamée par ces États dans leur plainte contre le président Donald Trump, le chef de l'administration postale Louis DeJoy et l'US Postal Service contre ce projet de réorganisation décidé en juillet dernier.

Les 14 États ont démontré que les personnes visées par la plainte étaient impliquées "dans une attaque contre l'efficacité du service postal à des fins politiques", a déclaré le juge Bastian.

"Ils ont aussi démontré que cette attaque contre le service postal nuirait probablement de manière irréparable à la capacité de ces États à gérer le déroulement de l'élection de 2020", a-t-il ajouté.

La réorganisation du service de courrier, destinée à faire des économies, menace de perturber notamment le vote par correspondance, préconisé comme alternative au déplacement dans un bureau de vote classique dans le contexte de l'épidémie de coronavirus.

Ce vote par courrier est dénoncé régulièrement par Donald Trump, qui affirme depuis des semaines, sans avoir apporté d'éléments étayant ses dires, qu'il est particulièrement exposé à la fraude.

Le président américain a ainsi affirmé jeudi que le résultat de la présidentielle du 3 novembre ne serait peut-être jamais déterminé avec précision en raison "de cette masse nouvelle et sans précédent" de bulletins envoyés par courrier.

Louis DeJoy, qui est un important donateur du Parti républicain et un allié de Donald Trump, a promis le mois dernier une suspension de son projet de réforme, mais les démocrates ont jugé ses annonces insuffisantes.

Les 14 États ayant porté plainte réclament que le vote par correspondance soit traité en priorité, que les machines de tri déjà supprimées par les services postaux soient remplacées et que l'US Postal Service reporte bien son projet de réforme à l'après-3 novembre, comme l'a promis Louis DeJoy. (Karen Freifeld, version française Jean-Stéphane Brosse)

Journée de la paix : l'ONU appelle à renforcer notre monde fragilisé par la pandémie de Covid-19 <https://news.un.org/fr/story/2020/09/1077522> 17/09/2020

« Au-delà des zones de guerre, la pandémie met en évidence et exploite des inégalités de toutes sortes, dressant les communautés et les pays les uns contre les autres », a déclaré António Guterres, s'exprimant devant la Cloche de la Paix japonaise.

M. Guterres a expliqué comment le coronavirus a mis la paix en danger, l'incitant à lancer un appel à un cessez-le-feu mondial dès le mois de mars, peu après la déclaration de la pandémie.

Avant de sonner la cloche, le Secrétaire général a appelé à une minute de silence pour les victimes de guerre et de conflit dans le monde.

Un « moment annuel de calme »

Pour le chef des Nations Unies, la cérémonie de la Cloche de la Paix est « un moment annuel de calme » avant le segment de haut niveau de l'Assemblée générale de l'Organisation, qui démarrera la semaine prochaine dans des circonstances sans précédent, largement virtuelles, sans les couloirs habituels grouillant de monde et les salles de conférence bondées.

Au cours du débat général, M. Guterres compte réitérer son appel à un cessez-le-feu mondial, en déclarant : « Nous devons faire taire les armes et nous concentrer sur notre ennemi commun : le virus ».

La pandémie se déroule en cette année où l'ONU marque ses 75 ans et la cérémonie a également été l'occasion de réfléchir à l'objectif fondateur de l'Organisation, qui est de prévenir la guerre et de promouvoir la paix.

Le Secrétaire général a décrit la Cloche de la Paix, offerte à l'ONU par le Japon en 1954 et coulée à partir de pièces de monnaie et de médailles données par des personnes du monde entier, comme un symbole d'unité.

Emerger « mieux que neuf »

M. Guterres a fait remarquer que la culture japonaise apprécie profondément les imperfections et les défauts naturels, comme en témoigne l'art du kintsugi, qui consiste à prendre des morceaux de céramique ou porcelaine cassés et à les fusionner ensemble à l'aide d'une laque dorée.

Le résultat est une pièce qui n'est pas « bonne comme neuve », mais « mieux que neuf ».

« Alors que nous célébrons la Journée internationale de la paix, appliquons ce principe à notre monde fracturé », a-t-il déclaré. « Traitons les fragilités et les inégalités qui vont à l'encontre de la paix, afin que nous sortions de la crise plus forts qu'auparavant. Faisons pression pour la paix partout où les conflits font rage et où il existe des possibilités diplomatiques de faire taire les armes. Donnons la priorité à la paix et construisons un avenir plus sûr pour tous », a dit le chef de l'ONU.

Les plus vulnérables souffrent

La cérémonie de la Cloche de la Paix a été retransmise en direct à travers le monde entier, avec le chef des Nations Unies et le nouveau Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Volkan Bozkir, se tenant côte à côte tout en respectant les mesures de distanciation physique dues à la COVID-19.

M. Bozkir a déclaré que la pandémie menaçait la santé, la sécurité et le mode de vie des populations partout dans le monde.

« Aujourd'hui, nous sommes séparés et masqués. La pandémie a apporté des niveaux inattendus de misère et de difficultés à beaucoup de gens. Mais ce sont les plus vulnérables qui souffrent le plus, et qui continuent de souffrir, tant dans les conflits qu'aux mains de cette maladie », a-t-il déclaré.

Commémoration de la jeunesse

En temps normal, les Messagers de la paix des Nations Unies, tel que le célèbre violoncelliste américain Yo-Yo Ma, se rendraient à New York pour participer à la cérémonie de la Cloche de la Paix.

M. Ma était présent pour la commémoration virtuelle de cette année avec Jane Goodall, la primatologue britannique connue pour ses recherches pionnières sur les chimpanzés. Avant la

cérémonie officielle, les deux Messagers de la paix de l'ONU ont participé à une célébration de la Journée internationale par des étudiants, également organisée en ligne. Leurs collègues, la violoniste Midori, le chef d'orchestre Daniel Barenboim et Paulo Coelho, auteur de « L'alchimiste », ont contribué par le biais de messages vidéo.

Mme Goodall a insisté sur le fait que le monde va surmonter la pandémie. « Mais quand nous l'aurons surmontée, nous devons nous réunir en tant que famille humaine », a-t-elle conseillé. « Nous devons mettre de côté les différences entre les nations, les religions, les cultures, pour faire face à une menace bien plus grande, qui est la crise climatique ». M. Ma a pour sa part parlé de la nécessité d'établir la confiance entre les différentes générations comme moyen de parvenir à la paix. « L'échange intergénérationnel est incroyablement important », a-t-il déclaré au jeune public. « C'est votre monde, et nous devons vous transmettre le meilleur monde possible, et avoir confiance que vous serez les grands intendants au cours du prochain demi-siècle ».

DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Dimanche 20 septembre 2020